



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

« Le léninisme finit malgré tout par offrir la plus précieuse des contributions de gauche au capitalisme. » Un kurde anti-autoritaire



RETRAITES - CODE DU TRAVAIL - SÉCU

**Bientôt plus
que les os ?**





Une fois encore, la droite en rêvait, la gauche l'a fait : réformer à la sauce libérale le financement de la Sécurité sociale. Ainsi, donc, désormais, les allocations familiales de base seront divisées par deux à partir de 6 000 euros de revenus net mensuel pour un foyer avec deux enfants, et par quatre à partir de 8 000 euros net. Cette modulation devrait permettre d'économiser 450 millions d'euros par an. Et pour quoi faire ? Augmenter les allocs des foyers les plus pauvres ? Bien sûr que non, simplement pour financer le pacte de responsabilité, qui ampute la Sécu de près de 30 milliards d'euros de cotisations sociales patronales. Alors, certes, on ne pleurera pas sur les quelques dizaines d'euros que les familles riches et bourgeoises ne percevront plus tous les mois ; mais ce qui nous indigné, sans pour autant nous étonner, c'est la destination des économies ainsi réalisées. Une fois de plus, on ponctionne le social pour alimenter le capital, et on s'insurge contre une France pauvre prétendument assistée. Mais qui, aujourd'hui, sont les vrais assistés ? Les malheureux qui perçoivent 129,35 euros par mois d'allocations familiales ? Ou les chefs d'entreprise qui, depuis l'arrivée de François Hollande au pouvoir, ont reçu plusieurs dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux ?

Actualité

- Sécu, c'est plus que vital**, par J.-P. Levaray, page 3
Les féministes et l'ordre moral, par Le Furet, page 4
Lettre ouverte à Jean Zay, par T. Rosell, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
Partageons la richesse, pas la misère, par Julien, page 7

International

- Kurdes en Syrie : solidarité concrète**, par Paul, page 8
Les enfants d'Ayotzinapa, par G. Goutte, page 9
La Chine et nous, par P. Sommermeyer, page 10

Arguments

- La ZAD de Sivens**, par Y. Youlountas, page 11
Des luttes essentielles, par A. Bernard et P. Sommermeyer, page 14
Les Kurdes révolutionnaires de Syrie, par D. Graeber, page 17
Occupy, un commencement ? par A. Bernard, page 19

À voir

- Marcel Deschamp, l'anarchiste**, par P. Salcedo, page 21

À lire

- La femme du soldat inconnu**, par L. Warot, page 21

Illustrations

Kalem, Krokaga, Nemo, Tardi, Tomas

Tarifs

(hors-série inclus)

	France et étranger
3 mois, 12 n ^{os} hebdos, 1 n ^o hors série	25 €
6 mois, 18 n ^{os} hebdos, 2/3 n ^{os} hors série	50 €
1 an, 35 n ^{os} hebdos, 5/6 n ^{os} hors série	75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Sécurité sociale

C'est plus que vital

Toujours pareil. Le gouvernement avait fait de la com' pour nous préparer à ses mauvais coups. À savoir : « Rien ne va plus, si ça continue on va dans le mur. Le trou de la Sécu est de 11,7 milliards d'euros, au lieu des 9 prévus. » Ce prétendu « déficit » se creuse, même en 2015, malgré les coupes sévères déjà prises. Le « retour à l'équilibre » est reporté à 2017.

En fait, ce déficit, c'est quasiment que dalle quand on sait tous les cadeaux qui ont été faits aux patrons sous prétexte de créations d'emplois qui ne voient pas le jour. Je ne vous fais pas la liste, parce que ce serait long, mais le gouvernement n'y va pas par le dos de la cuillère. Les cadeaux en matière de pacte de responsabilité, crédit d'impôt, exonération de cotisations patronales et aides diverses se montent à 350 milliards d'euros. Auxquels s'ajoutent les 24 milliards de fraude patronale à la Sécu annoncée par la Cour des comptes (c'est mathématique : il suffirait de récupérer l'argent des fraudes pour renflouer le trou).

Et encore, quand il est question de « trou » de la Sécu... Outre les patrons, ainsi que l'État, qui ne paient pas leurs cotises, la réduction durable des ressources des différents régimes entraîne que, lorsque la Sécu reçoit 100 euros, elle en redistribue 96, un opérateur privé qui reçoit 100 euros n'en redistribue que 75. La Sécu n'est pas là pour faire du fric mais elle se trouve encore plus fragilisée. Et cela au bénéfice des assurances privées qui n'ont plus de « mutuelle » que le nom.

Donc, comme la tendance est de faire des cadeaux aux patrons et de pressurer le populo au nom de la baisse du coût du travail (sic), ce sont de nouvelles mesures d'austérité qui vont être mises en œuvre. Avec la « confiance » de l'Assemblée nationale obtenue de justesse, le gouvernement passe aux travaux pratiques. Première étape : la loi de financement de la Sécurité sociale. Il s'agit d'une nouvelle coupe de 3,2 milliards dans le budget de la branche maladie et de 700 millions dans la branche famille. Et flanby d'en rajouter en provoquant : « Il n'y a pas de plan d'économie qui soit indolore. Les économies forcément sont douloureuses. » Et il ajoute, sans rire : « si vous n'entendez pas crier, c'est que nous ne faisons pas d'économies... » Après une provoc pareille il faudrait le prendre au mot.

Les patrons et le Medef doivent se réjouir de ces nouvelles coupes claires, eux qui ont déjà obtenu du chef de l'État qu'il se prononce pour la suppression progressive des cotisations patronales de la branche famille. Gageons qu'ils auront de nouvelles revendications, tant que nous ne leur aurons pas fait passer l'envie de l'ouvrir.

La liste de cadeaux qu'ils demandent au père Hollande semble sans fin : allongement de



la durée du temps de travail, ouverture des commerces le dimanche, la suppression de jours de congés, la flexibilité du marché du travail, les « contrats de projet », la révision du Smic, le recul de l'âge de départ en retraite, les attaques contre les chômeurs... J'en passe et des meilleures. Tant qu'il n'y a qu'à demander et que les oreilles de l'État sont ouvertes à ce genre de revendications.

Parce que pour nous, c'est une véritable nouvelle attaque : réduction des dépenses de santé, notamment dans les hôpitaux (déjà gravement touchés depuis des années) ; le gel des retraites pendant au moins un an et demi ; et les prestations familiales une nouvelle fois rabaissées (baisse des aides à la garde d'enfant, baisse de la prime à la naissance, réduction de la majoration pour âge des allocs, gel de l'aide au logement...).

Et ce n'est pas fini, ce budget n'est pas encore voté que le ministre de l'Économie, Macron, annonce déjà la suite avec de nouvelles attaques, contre les chômeurs, les salariés du commerce, etc.

Cela montre à quel point on est tombé très bas. Quand il n'y a pas de pression sociale par en bas, pas de lutte, de résistances, d'opposition dans la rue, voilà le résultat : un patronat ; des possédants et leurs serviteurs de droite comme de gauche qui ne se sentent plus et attaquent tous azimuts. Il faut les arrêter !

Le 16 octobre avait lieu une journée d'action à l'appel de la CGT pour l'emploi et pour la Sécurité sociale. Une journée en demi-teinte. Certes la CGT peut encore mobiliser. Des actions un peu plus radicales ont eu lieu, comme le blocage du port de Rouen, des dépôts d'ordure aux sièges du Medef et du PS

au Havre... Il y a eu des appels quasi unitaires avec FO, Solidaires, la FSU en Bretagne et souvent des syndicats SUD ont appelé à la grève ce même jour. Mais il devient impossible de faire unitaire avec des syndicats comme la CFDT, la CFTC, la CGC et l'Unsa qui signent tous les accords merdiques. Reste que tout cela était bien en deçà de ce qu'il faudrait faire pour riposter efficacement.

Le gouvernement n'est fort que de nos faiblesses. Il applique sa vision libérale de l'économie pour les beaux yeux de l'Europe. Hollande et sa clique battent des records d'impopularité et ne restent en place que parce que le système de représentation politique permet aux gouvernants d'imposer ce qu'ils veulent.

Nous sommes des millions à ne plus supporter ce que nos gouvernants et nos patrons nous imposent. En ce moment, pourtant, c'est le repli sur soi qui semble gagner du terrain, avec tout ce que cela peut apporter de rejet des autres et de discours clivant. Ça ne peut plus durer.

La seule limite à cette politique, la seule manière de stopper les reculs sociaux, la seule chance qu'on a de faire taire l'arrogance des patrons, des riches et de l'État c'est bien un mouvement profond de colère, une mobilisation générale de la population, une révolte contre ce système capitaliste.

Le seul problème, c'est comment on fait ? Comment on reconstruit le mouvement social ? Petites questions mais gros boulot quand même. Pourtant c'est vital !

Jean-Pierre Levaray

Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

Certaines féministes sont contre l'ordre moral... tout contre

LA CAMPAGNE menée depuis des années par certaines féministes pour l'abolition de la prostitution semble avoir trouvé son apogée avec une nouvelle loi qui « pénalise les clients ». Nombre de féministes exultent. On est pourtant loin de l'abolition, qui de toute façon n'est crédible à court terme que pour les naïfs. Tout au plus le travail des prostituées de rue sera rendu plus difficile, car non seulement la loi n'a pas d'objectif social mais elle va au contraire avoir essentiellement pour effet d'accompagner la gentrification, en quelque sorte « nettoyer les trottoirs ». C'est en tout cas ce que laissent penser les informations en provenance de Suède, Norvège, Écosse où les clients sont pénalisés depuis plusieurs années... On voit alors que défendre les « victimes » sans leur consentement risque fort de leur nuire.

Il est des féministes qui depuis maintenant un dizaine d'années se sont permis tous les coups : colporter des rumeurs urbaines comme le fait que des dizaines de milliers de prostituées étaient importées en Allemagne spécialement à l'occasion de la Coupe du monde de football ou encore l'histoire répétée épisodiquement de femmes sommées d'accepter un emploi d'hôtesse de bar sous peine de radiation du chômage... Il y a eu aussi de leur part le refus permanent d'admettre que des prostituées puissent être indépendantes (cachez cette prostituée que je ne saurais voir, surtout que ça contredit mon analyse manichéenne), le refus de prendre en considération l'expression « travailleurs du sexe » alors qu'elle est employée par un syndicat regroupant des prostituées et bien sûr le désintérêt total du fait que nombre de prostituées soient des hommes...

Leur truc à elles, c'est la compassion pour les victimes. Elles portent dans leur conscience la souffrance endurée par la partie féminine de l'humanité pendant des millénaires de patriarcat. Les hommes ne sont pas en droit de contester, même s'ils sont anarchistes et qu'ils dénoncent le patriarcat. De toutes façons, elles se réunissent entre elles. Certaines même le disent explicitement : les hommes sont toujours coupables.

Les anarchistes sont pour l'abolition du salariat... il n'empêche qu'en attendant des jours meilleurs la plupart sont salariés. Et bien souvent pour un travail pas vraiment choisi... Bien sûr, nous sommes pour l'abolition de la prostitution, mais en attendant ? Il

y a des personnes qui ont choisi la prostitution, même si ça peut aussi être un choix par défaut. Mais il y a des féministes pour dire que là ça n'a rien à voir, car cette fois il est question de sexe... Mon Dieu quelle horreur ! Et s'il y a sexe alors il y a domination... Bah voyons ! C'est tellement simple...

La plupart d'entre nous, en France, ont reçu une éducation soit religieuse, soit plus ou moins influencée par la religion. Certains ont plus ou moins réussi à s'en débarrasser. D'autres ont eu plus de chance et ont été moins réceptifs à cette idéologie qui veut que sexualité soit synonyme de problème.

On pourrait même formuler l'hypothèse que, si la sexualité ne faisait pas tant « problème », il n'y aurait peut-être pas tant de prostitution. Cette éducation, quelle que soit la religion qui l'influence, produit une morale (moraline si l'on préfère) qui a une capacité extraordinaire à fabriquer des frustrés volontaires. Et il s'en trouve toujours pour vouloir imposer leur morale aux autres. Les libertaires, partisans de l'émancipation des individus, ne peuvent que combattre les religions, entre autres pour cette raison.

Il y a quelques temps, sur Radio libertaire, un membre du Strass (Syndicat du travail sexuel) s'estimait « capable de baiser avec n'importe qui » et disait comprendre que ce ne soit pas le cas de tout le monde mais aussi moins comprendre qu'on puisse vouloir l'en empêcher, y compris d'en tirer un revenu...

Si la loi est la même pour tous, alors elle ne distingue pas les différences. En l'occurrence, elle ne distingue pas entre les prostituées que l'on peut qualifier d'esclaves, victimes de réseaux de proxénétisme et celles et ceux qui pour diverses raisons arrondissent les fins de mois, voire en font leur job quotidien. C'est la caractéristique de tout État d'adopter des lois qui mettent tout le monde dans le même sac. Mais la réalité n'est pas celle que voient les députés, qui en l'occurrence ont surtout vu ce que leur a montré le lobby abolitionniste dans lequel se trouve des associations d'obédience catholique.

Alors que la loi est en discussion au Sénat, des élus ont récemment pétitionné pour dire en particulier : « Comment éduquer nos enfants dans l'égalité entre filles et garçons si les hommes peuvent exploiter la précarité des femmes pour leur imposer un acte sexuel par l'argent ? » Raisonnablement consternant : encore une fois on nie la présence des hommes prostitués (avec des

clients ou des clientes), on nie la prostitution volontaire (minoritaire bien sûr, cela signifie bien alors que son abolition relèverait purement de la morale dictée par les religions) mais aussi on laisse croire que les prostituées acceptent tout pour de l'argent. En quelque sorte ce ne sont pas des personnes, mais des robots, des distributeurs d'actes sexuels. C'est vraiment très attentionné...

Les anarchistes seraient en contradiction avec eux-mêmes s'ils prenaient des décisions concernant la vie quotidienne d'autrui, a fortiori contre son avis... On peut donc regretter que certains se soient laissés entraîner par les bons sentiments prônés par des réformistes bourgeoises au point de soutenir une loi répressive qui n'est en fait qu'un aveu d'impuissance par rapport au proxénétisme.

Les anarchistes, traditionnellement, considèrent que la répression n'est jamais une solution ni pour la société ni pour les personnes impliquées. Ne soyons pas naïfs, nous savons bien que la prohibition n'a jamais rien arrangé (alcool, drogues...). La répression n'est une solution que dans la tête de ceux (et celles) qui refusent de voir la réalité.

Si la répression avait un effet dissuasif cela se saurait. En outre, il a toujours paru évident aux anarchistes que ce sont les conditions sociales qui sont à l'origine de la prostitution. Alors la solution ne serait-elle pas de s'attaquer aux causes ? Là, on sait bien qu'on ne va pas pouvoir compter sur les gouvernements libéraux de gauche ou de droite ni non plus sur les religions, pour lesquelles il n'y a de problème que moral... encore qu'elles ne semblent pas voir l'injustice sociale comme un problème moral. L'injustice sociale serait plutôt la faute du destin, mieux vaudrait se résigner et faire une prière, si ça ne change rien au moins ça garantit le paradis... et surtout la paix sociale !

Malheureusement, on ne pourra pas non plus compter sur ces féministes qui analysent le monde comme une guerre des sexes – ne voyant pas que pleurnicher continuellement sur le sort des « victimes » n'est pas plus efficace que de prier – alors que nous avons pourtant les mêmes intérêts quand nous plaidons pour l'égalité de tous les individus.

Le Furet

Lettre ouverte à Jean Zay¹

MONSIEUR. Ne sachant plus combien de temps pourra rester en poste notre ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem. Celle-ci ayant succédé à Benoît Hamon, lui-même à Vincent Peillon, cette valse ministérielle à trois temps se déroulant en moins de deux ans. Vous avez vous-même été peu de temps ministre (deux ans), mais vous avez innové. Au lieu de définir par programme le socle commun de connaissances à acquérir pour le certificat d'étude primaire, vous offrez aux instituteurs une triple mission : améliorer l'instruction, initier les enfants issus des milieux populaires à la culture et une orientation professionnelle choisie. Pour ce faire, vous avez laissé « toute liberté d'initiative » aux enseignants, en leur permettant d'innover, d'inventer. Vous avez créé les Cemea, ouvert l'école au sport, aux classes promenade, offert l'ascenseur social aux enfants issus des classes laborieuses, etc. Le tout va sans dire n'a jamais été accepté, même par les députés de votre bord.

Le festival de Cannes, les bibliobus, les Crous, le CNRS, l'ENA, les premier et second degrés, le socle commun sont issus de vos deux années « de gouvernance » et vous avez permis à l'école de Freinet de Vence de poursuivre ses aventures. *A priori*, en deux ans, Monsieur, vous avez plus œuvré pour une école et des cultures ouvertes sur la vie que vos héritiers des différents gouvernements socialistes.

En 1981, Alain Savary, après avoir été interpellé publiquement par Gabriel Cohn Bendit, se contente d'ouvrir quatre lycées expérimentaux. Il n'y en aura pas plus, il n'y en aura pas moins au bout de trente ans. La loi Jospin en 1989 met l'enfant au cœur du système scolaire, installe des cycles tant à l'école primaire que dans le secondaire et vise les 80 % de la même classe d'âge au baccalauréat. Elle crée les IUFM et le corps des professeurs d'école et propose l'intégration des élèves en situation de handicap. Vincent Peillon, en 2012 remet la semaine scolaire à cinq jours et demi, construit la réforme des rythmes scolaires (sans l'imposer aux écoles privées confessionnelles). Il tente de s'attaquer aux statuts des classes préparatoires, recule devant une « simple » grève de professeurs ne s'adressant qu'à l'élite de la nation.

De son côté, Najat Vallaud-Belkacem essaie d'introduire des pratiques éducatives visant la parité fille-garçon : formation à l'égalité et à la déconstruction des stéréotypes pour les enseignants et éducateurs, un apprentissage de l'égalité pour les élèves pour le cycle élémentaire. Cycle expérimenté dans cinq académies



en 2013 et remis aux calendes socialistes suite aux manifestations mobilisant les vieux relents de la famille patriarcale. Il suffira maintenant que quelques rumeurs des tenants de la réaction populaire ou des droites catholiques ou extrémistes pour que la moindre tentative de construire une éducation ouverte sur la vie et la citoyenneté soit remise dans les placards ministériels.

Najat Vallaud-Belkacem, en 2014, nous parle d'école inclusive en rognant sur les formations spécialisées (deux cents heures à la place des quatre cents heures de formation spécialisée), en ignorant les grandes difficultés scolaires voire les souffrances à l'école. Les tenants du tout médical déclinent les difficultés en dys et autres troubles spécifiques : dyslexies, dysorthographe, troubles envahissants de... et illettrisme ! La non-maîtrise des savoirs de base pour se débrouiller dans les différents mondes de l'écrit n'est plus une résultante directe de l'échec scolaire et, donc, de l'institution, mais devient bien une maladie. Toute personne ayant un quelconque trouble peut s'adresser à la maison départementale du handicap. Ses difficultés d'apprentissage sont du domaine médical et non plus éducatif, social ou pédagogique. L'école inclusive devient maintenant l'école de tous les labels et il suffira de changer la dénomination pour soi-disant éviter l'exclusion, la mise au banc. Quelques auxiliaires de vie scolaire par-ci, quelques programmes personnalisés de réussite éducative par-là, et le tour est joué.

Monsieur, vos successeurs vident l'école publique de ses objectifs paritaires, mettent la gratuité au banc de la marchandisation des savoirs, malaxent les mots pour en vider toute substantifique moelle. Cette école ne vise plus

à former les citoyens et citoyennes d'aujourd'hui et de demain. Les Vincent Peillon, Benoît Hamon et Najat Vallaud-Belkacem écoutent les voix de la rue : celles de la réaction, de leur banquier, des stéréotypes sociaux, l'offrent aux bureaucrates de tous bords.

Vous avez eu l'intelligence d'en appeler au cœur des gens du peuple, aux possibles des enseignants et à leur volonté de construire une école au service des enfants et des jeunes : pensez-vous que les ministres socialistes d'aujourd'hui savent que de telles gouvernances sont envisageables ? Que de partager un espoir social avec un maximum de personnes – quels que soient leur âge, leur appartenance sociale ou professionnelle – en faisant appel à leur intelligence du cœur et de citoyen est encore possible aujourd'hui ?

Cela aurait pu être la grande entreprise sociale des gouvernements socialistes : créer une cohésion sociale par une véritable réforme sociale et scolaire. Mettre du baume au cœur à la fois aux enfants, jeunes, familles, enseignants : tout un petit peuple de plus de 12 millions de personnes pouvant croire en une entreprise commune, celle de construire l'avenir dès maintenant en élaborant une école bienveillante et prévenante.

Ne sachant plus vers qui me tourner, j'en appelle à un ministre avec lequel j'aurais eu peut-être envie de travailler pour qu'un maximum d'enfants vivent des journées passionnantes et mordent la vie à pleines dents.

Thyde Rosell

Rééducatrice en Rased

1. Ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts, né le 6 août 1901 et assassiné le 20 juin 1944.

Chroniques de la guerre sociale

Prix Nobel

Et un Nobel de plus pour la France, un ! Et d'économie qui plus est. Jean Tirole a décroché la timbale, et comme il se doit, il répond inlassablement à toutes les interviews. Économiste ? « Ce doit être quelqu'un d'indépendant. » La concurrence ? « Ce ne doit pas être une religion... C'est un bienfait lorsqu'elle permet l'innovation ou la baisse des prix, mais mal conçue elle peut avoir des effets néfastes. » La vache ! Où il va chercher tout ça le mec ?

Tabou

Pas un jour sans qu'on y ait droit : les chômeurs doivent être plus et mieux contrôlés, leurs droits revus et réévalués, les indemnités réévaluées (à la baisse évidemment). Bref, il faut réformer l'assurance-chômage. En novlangue gouvernementale et patronale ça donne : il ne doit pas y avoir de tabou. Répété jour après jour on sent... comment dire, une stratégie visant à préparer l'opinion à accepter de nouvelles suppressions ou diminutions des acquis sociaux. Tabou, le maître mot de l'année 2014.

Leçon de calcul

Après les « bonnets rouges » où on a vu défiler ensemble patrons et salariés, autrement dit exploités et exploités, la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) a tenté de nous refaire le même coup en appelant à manifester devant les préfectures. Appel à ses adhérents (bien représentés au Medef) et aux salariés de leurs entreprises. Ces derniers ont été – à juste raison – peu sensibles aux arguments de leurs patrons qui entendaient ainsi dénoncer le fait que « depuis 2007 l'activité de la production a reculé de 11 %, alors que l'emploi a baissé de 16 % ». Si on comprend bien, les travailleurs du bâtiment en étant moins nombreux (de 16 %) ont quand même réussi à ne diminuer leur production que de 11 %. Ou ils sont très forts, ou leurs patrons ont « oublié » de déclarer un nombre de salariés encore plus important que les années passées. Vous avez dit travail « au noir » ?

Météo syndicale



CE N'EST PAS MOI mais Henri Krasucki qui l'a dit : « Il ne faut pas brandir un sabre en bois. » Que voulait vraiment dire l'ancien secrétaire de la CGT ? On pourrait suggérer la stigmatisation de la démarche dite « vœux pieux » voire incantatoire. À moins que tout bêtement il me faille en toutes circonstances s'assurer du rapport de forces avant d'engager un conflit social. Pourquoi ce énième rappel au passé ? Ben, rapport à la mobilisation du 16 octobre de la semaine dernière qui avait l'air d'un pétard mouillé. Le mot d'ordre politicosectaire « à l'initiative de la seule CGT » n'a pas fait recette. Pourtant tous les ingrédients étaient là pour une unité syndicale au moins sur le pavé, mais la politique du cavalier seul a prévalu.

Si on considère les dernières déclarations de Force ouvrière et de la CGT, on ne voit pas de dissonances. Ainsi pour la première nommée : « Tel un mauvais film, les dernières interventions de l'exécutif sur l'assurance chômage laissent pantois. Entre le Premier ministre, le ministre de l'Économie et le ministre du Travail rivalisent d'imagination et de petites phrases sur la situation financière de l'assurance chômage et donc des demandeurs d'emploi. C'est inconséquent, irresponsable et quelque peu nauséabond. »

Quant à la centrale dite de Montreuil : « Le régime d'assurance chômage a été créé le 31 décembre 1958 en dehors de la Sécurité sociale. Mais il en fait partie. L'Unédic – union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'in-

dustrie et le commerce – est chargée par délégation de service public de sa gestion en coopération avec Pôle Emploi. Il s'agit de solidarité sociale : le salarié privé de sa seule source de revenus pour vivre, le travail, doit bénéficier de la solidarité entre salariés actifs et chômeurs. Ou le principe de solidarité sociale l'emporte ou la voie libérale l'écrase. Dans le camp libéral, la CFDT file le train au gouvernement qui suit le Medef. La CGT, elle, défend le principe de solidarité, dont la destruction ne profite qu'à l'extrême-droite lepéniste et au patronat. Si le 16 octobre a un sens, c'est lancer notre contre-offensive de la CGT. »

Résultats des courses : des réunions CFDT-CGT... et chacun dans son coin engrangant-jugulant les mécontentements du monde du travail. De quoi désespérer Billancourt si l'ancienne citadelle ouvrière existait encore... Ce n'est pas demain que la marmite sera renversée !

Pour finir un peu d'espoir dans les luttes : le collectif CGT contre l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, est en cours de constitution en Loire-Atlantique. « Ce collectif existe maintenant officiellement, et en appelle à l'UD de Loire-Atlantique pour faire connaître son existence dans une déclaration signée par 38 militants départementaux. » Pour tout contact : col.milit.cgt.contre.nddl@gmail.com

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Partageons les richesses, pas la misère !

LA CRISE! Quelle crise? Si l'on définit le capitalisme par un système permettant à une minorité possédante de s'enrichir sur une majorité exploitée, force est de constater que les effets de la crise économique ne s'appliquent pas de la même manière à l'ensemble des classes sociales. Tout comme le fameux adage de La Fontaine, «Selon que vous serez puissants ou misérables...», la crise génère, exacerbe et renforce les inégalités économiques et sociales. Les riches s'enrichissent, les pauvres s'appauvrissent, du point de vue des puissants, ce n'est pas vraiment ce que l'on peut appeler une crise.

De récentes études de grandes banques suisses sur l'état des richesses dans le monde nous apportent quelques éléments intéressants : l'année 2014 établit un nouveau record du nombre des milliardaires dans le monde avec un nombre de 2325 (dont 286 femmes) contre 2170 un an plus tôt. En France le nombre de milliardaires a chuté en un an de 64 à 46 mais les 46 de 2014 sont plus riches que les 64 de 2013 avec un patrimoine commun de 213 milliards de dollars contre 202 l'an passé. La France est ainsi passée du 9^e au 11^e rang en matière de nombre de milliardaires

En ce qui concerne les millionnaires en dollars dans le monde ceux-ci sont 34 837 000 cette année contre 30 997 000 en 2013, soit une augmentation de plus de 12 %. La richesse cumulée des millionnaires est estimée à 20 100 milliards de dollars, en augmentation de 8,3 % par rapport à l'année précédente. Ces 35 millions de millionnaires représentent 0,7 % de la population mondiale mais 44 % des richesses mondiales.

Si la France est un pays comptant relativement peu de milliardaires, elle recense en revanche un nombre impressionnant de millionnaires, se situant au 3^e rang mondial derrière les États-Unis et le Japon. Ainsi, on peut aujourd'hui compter 2 444 000 millionnaires français en dollars, ils étaient 2 134 000 il y a un an. En douze mois, la France a compté 310 000 nouveaux millionnaires, soit une augmentation de plus de 14 %. Aujourd'hui, 3,78 % de la population est millionnaire, soit un Français sur 26. Selon une simulation publiée dans l'étude annuelle du Crédit suisse parue en octobre 2014, le nombre de millionnaires français va atteindre le chiffre astronomique de 4 160 000 en 2019, soit une augmentation de 70 % par rapport à 2014 ou un quasi-doublement par rapport à 2013, soit en à peine six ans! Selon la même étude, le nombre de millionnaires dans le monde passera de près de 35 millions en 2014 à plus de 53 millions en



2019, soit une augmentation de 53 % en cinq ans seulement.

La spécificité française qui explique en grande partie cette explosion du nombre de millionnaires réside dans la part qu'occupe l'immobilier dans le patrimoine qui représente une part moyenne des 2/3 en France contre beaucoup moins dans les autres pays. Ainsi si le patrimoine français médian (50 % de la population possède plus, 50 % moins) a légèrement baissé en 2014 par rapport à 2013 avec 111 273 euros contre 112 232, le patrimoine moyen est passé en un an de 233 667 euros à 251 041, soit une hausse de 7,4 %, ce qui trahit le creusement des inégalités.

Le revenu médian atteint 1 675 euros en France en 2014 tandis que le revenu moyen est de 2 449 euros. Le seuil de pauvreté est usuellement fixé à 60 % du revenu médian soit 1 005 euros pour un individu. En 2004 le taux de pauvreté atteignait son plus bas historique avec 12,6 % de la population, soit 7,6 millions de personnes. Dix ans plus tard le taux a dépassé 14 % de la population, soit plus de 8,6 millions d'individus concernés.

La valeur boursière des entreprises du CAC 40 a augmenté de 18 % en 2013, la moitié des profits devraient rejoindre cette année la poche des actionnaires, ce qui représente la bagatelle de 39,9 milliards d'euros, soit 5 % de plus que l'année précédente. Ces chiffres parlent d'eux-

mêmes, la crise ne touche en fait que les classes les plus défavorisées tandis que la minorité possédante s'engraisse toujours plus. La crise n'est qu'un artifice des puissants pour justifier un partage toujours plus inégalitaire des richesses, pour résigner les classes populaires à un précaire généralisé, un chômage de masse, la modération voire la baisse des salaires, la déréglementation du travail et une productivité accrue. Il n'y a pas de capitalisme à visage humain et il est totalement illusoire de vouloir contrôler voir réformer le système capitaliste.

La rupture révolutionnaire reste incontournable : seule une société communiste libertaire, c'est-à-dire sans classe et sans État, peut réaliser l'égalité économique et sociale, condition indispensable de la liberté de tous et de toutes. Ici comme partout dans le monde, les luttes populaires ont montré que, pour défendre nos droits et nos libertés contre les attaques incessantes du capital, seul le rapport de force compte. L'action directe et internationale des travailleurs, en dehors des bureaucraties syndicales et politiciennes et de l'impasse parlementaire, doit nous permettre de résister à la loi du profit et construire un monde où liberté, égalité et solidarité ne seront pas de vains mots mais une réalité concrète et vivante.

Julien

Groupe Emma-Goldman de la Fédération anarchiste

Solidarité avec la **résistance** kurde en Syrie



PLUS D'UN MOIS que le conflit à Kobanê a commencé. Les YPG (Unités de Défense du Peuple) et YPJ (Unités de Défense des Femmes), aidés aujourd'hui par deux unités de l'ASL (Armée Syrienne Libre), résistent contre les assauts des islamistes de Daech, devenu depuis cet été l'organisation islamiste la plus nombreuse, la plus riche, la plus organisée et la plus armée du monde. Malgré cette supériorité numérique et militaire, les YPG-YPJ ne sont pas tombés et kobanê résiste toujours. Dès maintenant, nous pouvons déjà dénoncer l'hypocrisie du pouvoir, des médias et construire des initiatives de solidarité concrète.

Les médias voulaient faire tomber Kobanê

À moins d'une semaine du début du conflit, on pouvait voir dans les médias bourgeois "Kobanê va tomber", "La chute annoncée de Kobanê", "Kobanê bientôt aux mains de l'Etat Islamique". En fait, on nous préparait déjà à une défaite qui n'avait rien de sûr, comme pour ne pas voir l'attentisme de l'Etat Français, les frappes de la coalition inutiles et la complicité de l'Etat turc. Mais les jours passaient, Kobanê résistait, malgré le sous-armement, malgré le blocage de la frontière par les Turcs. Face à cette réalité, les médias vont doucement évoluer et chanter l'héroïsme de la résistance kurde. Opportunisme donc, qui s'explique par la volonté de ne pas faire de la pub pour les "mauvais Kurdes" proches du PKK (Parti de Travailleurs du Kurdistan) et de préparer les esprits à une défaite de ces forces. La résistance acharnée contre Daech a même forcé la coalition à opérer plus de frappes et en réelle coopération avec les YPG. Les islamistes se voient obligés de rapatrier des forces pour renforcer leur assaut mis à mal.

Dénoncer la complicité de l'Etat turc

Dans ce conflit, l'Etat turc est tout sauf neutre. Il a dès le début, favorisé Daech, soit en laissant des jihadistes passer la frontière, soit en fermant cette même frontière pour empêcher cette fois-ci les Kurdes Turcs d'aller aider leurs camarades. La haine anti-kurde du président Recep Tayyip Erdogan et de son gouvernement l'emporte sur le combat contre les « terroristes ». Lors des manifestations qui ont secoué tout le pays début octobre, qui demandait une aide concrète humanitaire et militaire et l'ouverture de la frontière vers Kobanê, la répression a fait 34 morts et des centaines de blessés. Dernièrement, l'armée Turque a bombardé le PKK dans le sud-est à Diyarbakir, après que ceux-ci tentaient de s'emparer d'un poste militaire. Ces événements directement en cause le processus de paix engagé depuis plus d'un an. La faute à l'Etat turc.

Défendre la révolution dans le Rojava

Il ne s'agit pas d'une simple guerre. Les YPG-YPJ défendent un espoir pour la région. Celui d'une véritable révolution sociale dans le Rojava (Kurdistan Syrien) qui a redéfini les rapports sociaux autour d'un contrat social laïque, féministe et écologique. La théorie développée et appliquée est celle du confédéralisme démocratique, que le leader emprisonné du PKK Ocalan a récemment construite. Elle s'appuie en grande partie sur celle de l'anarchiste Murray Bookchin et son municipalisme libertaire. Au-delà du signe de la transformation idéologique du PKK, cela engage la construction bien réelle d'une société égalitaire et multi-ethnique, fédéraliste et écologique. Dans une région dévastée par la guerre, où se succèdent autoritarismes militaires et religieux, cette lueur d'espoir est

directement mise en danger en ce moment par Daech et ses complices, et plus largement par le régime syrien et ses alliés (le Hezbollah principalement). Défendre ce projet est la lutte des YPG-YPJ et nous devons agir pour les aider.

Construire une solidarité anarchiste

D'abord, participer aux manifestations de soutiens à la résistance kurde et construire comme cela a été fait à Paris, un cortège anarchiste spécifique. Lors de la dernière manifestation, le 18 octobre, plus de 100 personnes ont défilé derrière la banderole "Des armes pour la résistance kurde. Rojava c'est l'espoir. Anarchistes solidaires". Notre fédéralisme libertaire est en cohérence avec le confédéralisme démocratique, il nous faut donc être le porte-voix de ce projet. Cela a été initié avec un blog libertaire d'information sur le Rojava¹ et doit continuer au-delà de Paris. Mettre en place dans la mesure du possible des souscriptions et initiatives pour récolter de l'argent, afin d'aider à minima les réfugiés en Turquie. Nous devons créer des liens avec la population kurde et leurs militants révolutionnaires, afin que la décomposition de l'héritage marxiste-léniniste et la transformation idéologique en cours deviennent pleines et effectives.

Paul

*Groupe Regard noir
de la Fédération anarchiste*

1. <http://rojavasolidarite.noblogs.org>

Les enfants rebelles d'**Ayotzinapa**

LA GRANDE PRESSE l'a évoqué pour ne plus en dire grand-chose ensuite : le 26 septembre dernier, à Iguala, dans l'État de Guerrero, au Mexique, six étudiants ont été tués et quarante-trois autres kidnappés par une force répressive mélangeant, en un cocktail sanglant, policiers et narcotrafiquants affiliés au cartel Guerreros Unidos. Ces malheureux faisaient partie d'une centaine d'étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa venus manifester contre la réforme libérale de l'enseignement, laquelle menace de fermeture nombre d'écoles normales rurales (au nombre de quarante-six en 1922, elles sont désormais dix-sept, dont deux sont en passe d'être fermées). Retour sur un énième crime d'État.

Ayotzinapa, la rebelle

L'école normale rurale d'Ayotzinapa – qui forme de futurs professeurs d'écoles – est depuis longtemps connue pour l'engagement militant de ses élèves et professeurs, qui fait d'elle un véritable centre de contestation politique et sociale dans cette partie du Mexique. Son fonctionnement même traduit cette volonté de porter en elle un monde nouveau, bien différent du modèle capitaliste et autoritaire dominant : pour y entrer, il faut prouver que l'on est pauvre ; les projets des élèves souhaitant, après leur formation, partir enseigner dans les communautés rurales sont encouragés et privilégiés ; les décisions qu'implique la gestion collective de l'école sont prises lors d'assemblées réunissant tous les acteurs de la structure ; etc. Dans un État, le Guerrero, réputé pour sa grande pauvreté et l'extrême violence des rapports sociaux, l'école normale rurale d'Ayotzinapa, située à trois heures de route de Mexico, est un îlot de résistance et d'espoir, un phare qui lutte pour continuer à briller et à apporter un peu de lumière et de chaleur aux populations écrasées sous le joug narco-policiier.

Une répression sanguinaire

Que s'est-il donc passé le 26 septembre ? Ce vendredi-là, la centaine d'étudiants s'est rendue à Iguala à bord de deux autobus en vue de participer à la manifestation contre la réforme de l'enseignement. Interceptés par la police municipale à la sortie de la ville, ils ont tenté de dialoguer avec les agents pour obtenir le droit de passer, mais ils n'ont eu pour seule réponse que le bruit des armes à feu. Trois des étudiants venus parlementer sont ainsi tués sur place, cinquante-sept autres sont arrêtés et disparaissent ; les autres s'enfuient comme ils peuvent dans les collines alentours – trois autres jeunes seront aussi tués un peu plus tard par la police. Un des étudiants rescapés a ainsi décrit la scène à un journaliste d'El País : « Ils ont fait feu sur un copain presque à bout portant. La balle lui est entrée dans la mâchoire et lui a explosé la tête. Il était méconnaissable. Ils ont continué



à tirer et nous avons pris la fuite comme nous avons pu. Nous étions cernés par des voitures de police, des policiers, et j'ai même vu des gens en civil'. » Le lendemain, toujours selon El País, lorsque le jeune étudiant se rend à la morgue pour identifier le corps d'un des tués, il peine à le reconnaître : « L'étudiant était défiguré : on lui avait lacéré le visage au cutter et arraché les yeux », écrit le journaliste. La barbarie policière ne connaît aucune limite, surtout quand elle se conjugue avec celle des narcos, connus pour les mises en scène macabres de leurs crimes.

Rendez-nous nos camarades !

Si quatorze des cinquante-sept étudiants disparus sont réapparus depuis l'enlèvement, quarante-trois restent encore introuvables. Samedi 4 octobre, six fosses contenant vingt-huit cadavres, dont plusieurs découpés en morceaux et calcinés, ont été découvertes près d'Iguala. Dans la foulée, le procureur de l'État, Iñaky Blanco, a annoncé qu'il s'agissait très probablement des restes des étudiants kidnappés, d'autant que, dans la foulée, deux narcos ont avoué avoir tué dix-sept des quarante-trois manifestants. Pourtant, les familles et les proches des victimes n'ont depuis cessé de dire que ces corps ne sont pas ceux des étudiants disparus ; et ce d'autant que les alentours d'Iguala sont connus pour leurs « cimetières sauvages » où les victimes des narcotrafiquants et des flics sont enterrées en masse (pour la seule année 2014, plus de quatre-vingts corps y ont été découverts). Mercredi 15 octobre, les expertises ADN réalisées sur les vingt-huit cadavres des six fosses communes ont donné raison aux proches des victimes : ce ne sont pas ceux des étudiants kidnappés.

L'espoir de retrouver les étudiants en vie est donc toujours permis et il habite encore les mobilisations de la société civile mexicaine. Un espoir qui, d'ailleurs, ne se contente pas d'attendre passivement, mais qui vit et s'exprime au rythme de nombreuses et vastes mobilisations populaires qui envahissent littéralement les

artères des villes dans tout le Mexique. Au Chiapas, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a ainsi organisé, le 8 octobre dernier, une marche silencieuse de vingt mille zapatistes dans les rues de San Cristóbal de Las Casas. Dans un communiqué, le sous-commandant insurgé Moisés a affirmé, au nom de l'EZLN, partager la souffrance des proches : « Vous n'êtes pas seuls. Votre douleur est notre douleur. Notre est aussi votre digne rage. » Et d'appeler, ensuite, les « compañeros et compañeras de la Sexta au Mexique et dans le monde [...] pour qu'ils se mobilisent selon leurs moyens et modes, en soutien à la communauté de l'école normale d'Ayotzinapa, et pour la demande d'une vraie justice ».

Aveux coupables

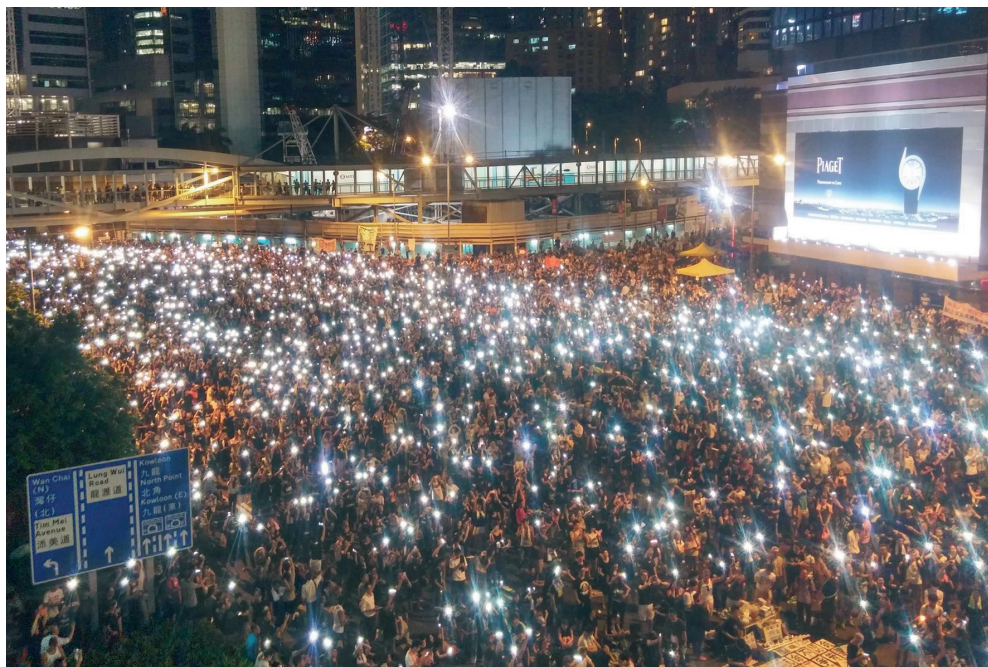
Les manifestations de soutien aux étudiants d'Ayotzinapa étant nombreuses et légitimement très conflictuelles, le procureur de l'État de Guerrero a été contraint de reconnaître officiellement la collusion entre la police et le cartel Guerreros Unidos, en confirmant publiquement que le responsable de la répression était bien le directeur de la sécurité publique d'Iguala (un certain Felipe Florez), que les policiers avaient effectivement sollicité le soutien des Guerreros Unidos et que le chef de ces derniers, le sinistre El Chucky, avait bien ordonné le kidnapping et le meurtre des étudiants. Mais ces aveux ont tardé à venir, et les deux principaux responsables publics – le directeur de la sécurité et le maire d'Iguala – ont pu prendre la fuite sans être inquiétés. Eux aussi, désormais, sont introuvables, mais on les imagine dans un tout autre confort que celui des fosses communes des cartels.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

1. Juan Diego Quesada, « Ayotzinapa, l'école militante des étudiants disparus », El País, 11 octobre 2014.

La Chine et nous



Tous les yeux du monde occidental sont rivés sur Hong Kong et ses foules désobéissantes. Nous sommes fascinés par ces tout jeunes gens manifestant avec leur parapluie. Nous avons peur pour eux, car l'histoire montre bien que le centre politique chinois ne peut supporter qu'une telle chose se passe. Les manifestations de cette île sont la fuite dans le barrage, petit écoulement d'eau qu'il faut absolument boucher pour pas que cela n'entraîne la rupture totale. Derrière le mur, de l'autre côté du barrage, le monde ouvrier bouge sans arrêt.

Apple, Iphone6 le dernier gadget

Les ouvriers qui fabriquent les coques de l'Iphone6, nouveau venu de la firme à la pomme, sont à la peine 77 heures par semaines. Le tout dans des conditions de travail infâmes. À Wuxi, dans une usine appartenant au groupe américain Jabil Circuit, les ouvrières et ouvriers atteignent 158 heures supplémentaires dans le mois ce qui ne leur suffit pas pour atteindre le salaire minimum chinois! Tous les accords avec le syndicat officiel sont battus en brèche. Quand Apple sort un nouveau produit, seule l'exploitation forcenée compte. Ce qui ne gêne personne en dehors, la possession d'un nouveau gadget prenant le pas sur toute autre considération.

Nike, Puma, Adidas, les belles chaussures

En avril dernier des milliers de travailleurs continuaient leur grève pour obliger leur entreprise à verser les cotisations sociales. Celle-ci, Yue Yuen, fabrique des chaussures de sport pour Nike, Adidas, Reebok, ASICS, New Balance Puma, etc. elle possède sept usines à Dongguan, ville de 8 millions d'habitants non loin de Hong Kong 40 000 ouvriers auraient arrêté de travailler. 3000 d'entre eux sont partis manifester dans les

rues où il se sont heurtés à quelques centaines de policiers, sans incident majeur. Lin Dong, un militant d'une organisation d'aide juridique aux ouvriers, a été arrêté dès son arrivée sur place, mis en prison puis reconduit par la police en dehors de la ville.

Les jouets pour Noël

Ce refus général des entreprises chinoises de verser les cotisations sociales commence en Chine à poser de sérieux problèmes à tel point que pour certains cette préoccupation dépasse les problèmes de pollution. L'usine Baode Toy Factory fabrique entre autre les poupées Barbie pour Mattel. L'ONG China Labor Watch est spécialisée dans les enquêtes sur les mouvements sociaux en Chine. Son dirigeant, Li Qiang, dans un long article expose le cas de cette usine. au mois d'août 2013 les ouvrier-e-s se mirent en grève pour obliger l'entreprise à payer les cotisations sociales. La compagnie a payé mais ses principaux clients, Mattel et Disney, sont partis prétextant que Baode Toy Factory n'avait pas respecté leur code de bonne conduite. Ce qui n'avait pas gêné auparavant ces deux monstres financiers qui avaient été client pendant dix ans. La compagnie a donc payé ses arriérés et a, dans la foulée, sous-traité ses contrats à d'autres entreprises et a licencié ses ouvriers. De 3000 avant la grève, ils ne sont plus que 1000.

Le problème des cotisations sociales

Li Qiang explique que les conditions de travail dans les usines chinoises sont tellement dures que le turn-over est très important. Six jours sur sept, presque partout, les ouvrier-e-s doivent rester debout 10 heures de suite. Dans la plupart des usines d'électronique la moyenne d'âge est de 26 ans. Usés avant d'avoir vieilli, les travailleurs migrants retournent chez eux. Selon

le Bureau chinois des statistiques 36 millions d'ouvriers migrants (ceux qui viennent de la campagne pour travailler en ville) ont plus de 50 ans. ils représentent 13 % du total. Ces chiffres n'incluent pas ceux qui quittent leur emploi parce qu'ils ne sont plus aptes physiquement. nombre d'usines n'embauchent plus des gens au-dessus de 35 ans. La plupart des ces rejetés rentrent chez eux sans retraite ou assurance médicale. Pour ceux qui malgré tout bénéficient de pension ou d'assurance maladie la situation n'est pas meilleure dans la mesure où ces fonds ne sont pas transférables d'une province à l'autre. Le gouvernement central renâcle devant toute intervention pour obliger les gouvernements locaux à rendre des comptes. En même temps les travailleurs vieillissent, 40 % ont plus de quarante ans et le nombre de jeunes migrants désirant intégrer les villes industrielles ne cesse d'augmenter. La situation va devenir critique pour le pouvoir. Les revendications pour une couverture sociale généralisée vont s'amplifier. Pour Li Qiang, cette question va être la cause d'une crise aussi importante que celle de l'épaisse pollution qui couvre la Chine.

L'atelier du monde dans le monde

La prise en compte des charges sociales dans le coût du travail, là-bas comme ici va entraîner un renchérissement de ce dernier donc une augmentation de la concurrence des pays moins-disant. Le Parti communiste chinois devra orienter la production vers le marché intérieur. Ce qui implique l'augmentation du niveau de vie des campagnes et probablement une réponse différente aux demandes de libertés de parole. L'impasse pour ce parti!

Pierre Sommermeier

La ZAD de Sivens

Une expérience libertaire dans le Tarn



Yannis Youlountas

DEPUIS VINGT ANS que j'ai posé le pied dans le Tarn, tout en gardant l'autre à Athènes, je n'ai jamais vu se développer de projets libertaires de grande envergure dans ce département. Les initiatives importantes sont plutôt du genre Amap, sel, modèles économiques alternatifs, zones de gratuité, souvent à l'initiative du groupe Attac, assez actif et radical par rapport à beaucoup de ceux que j'ai pu rencontrer en tournant en France. Pas mal de mobilisations ponctuelles aussi, notamment sur des actions de solidarité, par exemple les alertes RESF. Mais rien de tout ça, jusqu'ici, n'était à proprement parler libertaire. Rien ne remettait profondément en question la relation au pouvoir au point d'envisager sa destruction et de repenser toute la société.

Les différentes tentatives d'initier quelque chose depuis vingt ans n'avaient pas attiré grand monde : conférence sur Bakounine, débat sur l'anarchisme social, Ferrer raconté aux enfants et Reclus à ma grand-mère. Bref, on tournait plutôt en rond, et sans le moindre A dedans ! Les seuls rendez-vous attirant vraiment du monde, c'était bien sûr l'histoire de l'anarchisme en Espagne, le Tarn étant proche de la frontière, et, plus récemment, les projections-débats sur Exarcheia, le quartier libertaire d'Athènes, mais plus par copinage sans doute.

Une résistance s'est progressivement mise en place, au point de faire sans forcément le dire ce que nous disions jusque-là sans parvenir à le faire.

Tout a changé en un an. Oui, vous avez bien lu : un an seulement. Pourquoi ? Parce que l'expérience née de la nécessité a pris le relais des débats théoriques. Un vent vif, frais et fraternel souffle sur le Tarn, depuis la forêt de Sivens dans le nord-ouest jusqu'à la montagne Noire (joli nom, n'est-ce pas ?) au sud-est. Une résistance s'est progressivement mise en place, au point de faire sans forcément le dire ce que nous disions jusque-là sans parvenir à le faire.

Je ne vais pas revenir ici sur le projet de barrage proprement dit, ses décideurs hautains et leurs conflits d'intérêts sur le plan politique et financier, son parti-pris pour la culture intensive du maïs sur le plan économique et agricole, ou encore son désintérêt de ce que peut représenter une zone humide sur le plan écologique, notamment zoologique, aquatique et climatique. Je vous invite à aller jeter un œil directement sur les excellents sites des deux collectifs de lutte¹.

Deux sites, deux collectifs, car cette lutte a une double histoire, en parallèle, qui a convergé ces derniers temps sans jamais totalement fusionner, et pour cause. Le collectif initial s'appelle Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet. Il est principalement animé par Ben Lefetey, un écologiste passionné doublé d'un homme de dossier qui déploie toute son énergie et sa minutie depuis trois ans pour motiver une opposition au projet de barrage en diffusant d'innombrables informations et arguments.



Le Collectif Testet, comme on le sur-
nomme, c'est aussi un conseil d'adminis-
tration, avec des personnes engagées par ailleurs,
notamment à Attac, et souvent sympathisantes
des principaux partis politiques situés locale-
ment dans l'opposition de gauche à la supré-
matie historique du PS (dont est membre
Thierry Carcenac, le président du conseil
général) : surtout le PG et EELV. Bref, même si
les membres du Collectif Testet sont très géné-
reux de leur temps, au fait des dossiers, actifs
pour diffuser et relayer les infos, et prêts à pra-
tiquer la grève de la faim et la désobéissance
«civique», on reste néanmoins dans la
logique organisationnelle d'une structure à
étages, avec processus de délégation entre cha-
cun d'eux, comme dans la plupart des associa-
tions loi 1901.

Suite à la circulation de l'information hors
du Tarn, puis au durcissement de la situation
locale, un collectif d'occupation s'est créé en
complément du Collectif Testet, il y a exacte-
ment un an² : Tant qu'il y aura des bouilles, sur-
nommé «les bouilles», ou encore, pour
certains, «les zadistes», ce qui ne reflète pas
toute la réalité puisqu'une bonne partie des
bouilles n'est pas présente sur la ZAD, mais la
soutient diversement aux alentours, de
Toulouse à Nîmes.

Tous égaux, tous différents

Chez les bouilles, pas de représentant, pas de
bureau, pas de conseil des anciens, tout le

monde participe aux assemblées très fré-
quentes : au moins hebdomadaires et souvent
quotidiennes. Tout le monde peut venir, sauf
les infiltrés, flics ou fachos, qui sont traqués et
parfois virés³. Tout le monde peut participer
aux décisions, même celles et ceux qui débar-
quent pour la première fois et ne font, peut-
être, que passer. Les règles de parole et
d'écoute sont celles des indignés : les codes
gestuels précis permettent de réagir silencieu-
sement, parfois en nombre, sans couper la
parole. Le but de la discussion, sur chaque
sujet, est le consensus, même si le vote à la
majorité peut, parfois, s'avérer nécessaire. Tout
propos autoritaire ou phallocrate est banni.

Par contre, actions non-violentes et actions
insurrectionnelles cohabitent sans difficulté,
de même que véganisme et régime alimentaire
omnivore. Tous égaux, tous différents. Ceux
qui portent des projets, après validation par
l'assemblée, sont souvent invités à animer leurs
mises en œuvre, cela notamment pour favori-
ser la liberté et la créativité des camarades,
copains ou compagnons de lutte (les trois
principaux termes employés), mais aussi pour
mettre en place, dès lors, un cloisonnement de
l'information dans le cadre d'actions de résis-
tance connues dans l'idée, mais secrètes dans
leurs déclinaisons, d'un bout à l'autre de la
ZAD : déplacement des repères de niveau des
bûcherons diminuant ainsi la zone à défricher,
cloutage sur certains arbres et utilisation de fil
de fer barbelé pour user plus rapidement voire

endommager les machines, enfouissement de
carcasses d'électroménager dans le sol pour
compliquer le curage de l'humus, créations de
nouvelles caches, barricades, cabanes suspen-
dues, et d'autres choses encore, que je ne rap-
porterai pas ici

La jeunesse enthousiaste de la majorité des
bouilles n'a d'égal que sa maturité et son cou-
rage dans l'initiative permanente et l'effort
quotidien de lutter à armes inégales contre un
pouvoir ultraviolent et suréquipé. David contre
Goliath, ou plutôt Gaza contre Tsahal, David
étant devenu palestinien ces derniers temps, de
même qu'il est devenu un peu tarnais, breton,
macédonien, catalan et piémontais, entre
autres territoires mobilisés autour de zones à
défendre.

Une convergence des luttes anticapitalistes, antiproductivistes et antifascistes

La plupart de ces ZAD rassemblent formidable-
ment ce qui était épars jusque-là, non seule-
ment à travers un phénomène de mobilisation
lié à la notion de territoire, à sauver de la rapa-
cité croissante et tyrannique du pouvoir, mais,
surtout – bonne nouvelle –, dans une conver-
gence des luttes anticapitalistes, antiproducti-
vistes et antifascistes. Les écologistes les plus
candides et «fleur bleue» comprennent mieux
sur ces ZAD que le productivisme ne peut se
combattre qu'à travers une puissante résistance
locale et globale au capitalisme. Les anticapita-
listes se découvrent une fibre écolo, par-delà

les clichés et les railleries, et les plus naïfs politiquement prennent en pleine figure la réalité de la collaboration fasciste avec le pouvoir capitaliste.

L'antifascisme affirmé du collectif des bouilles a d'ailleurs été renforcé après les exactions nocturnes des fachos dans les parages de la ZAD (destructions des véhicules, agressions contre les zadistes isolés et chasses à l'homme dans les bois à plusieurs reprises, avec des barres de fer et des armes à feu), ainsi que la confusion, politiquement très nuisible, générée par divers superstitieux et conspirationnistes, qui ont aimablement été appelés à remettre un peu d'ordre dans leurs pensées et à ne pas obscurcir la lucidité de la résistance collective en fabriquant d'innombrables peurs et leurs lots d'épouvantails fantasmagoriques, qui sont autant de diversions utiles au pouvoir.

Outre l'absence totale de hiérarchie et les décisions prises en assemblées, le fonctionnement des bouilles est basé sur l'autogestion : l'assemblée liste les besoins (pharmacie, alimentation, outillage, pièce juridique...) et chacun se met en quête, en réseau avec les bouilles non zadistes, à l'extérieur de la zone, ainsi que des membres généreux et solidaires du collectif Testet qui amènent fréquemment des cartons de nourriture et de médicaments. Car la cerise sur le gâteau de cette expérience libertaire dans le Tarn, c'est bien le rayonnement de celle-ci auprès de personnes distantes voir méfiantes au départ. La ZAD du Testet dans la forêt de Sivens est devenue un lieu d'éducation populaire où de nombreuses personnes, jeunes et moins jeunes, viennent chasser leurs idées reçues sur l'anarchisme, la désobéissance et la décroissance.

Sous le drapeau noir de Gazad ou celui rouge et noir de la Métairie Neuve

En arrivant sur les lieux, les uns et les autres découvrent, sous le drapeau noir de « Gazad » ou celui rouge et noir de la Métairie neuve, des visages inconnus⁴ mais fraternels, des sourires accueillants et généreux, des regards profonds, parfois tristes mais jamais abattus, des corps fourbus mais toujours d'attaque, des mains calleuses d'avoir trop creusé d'innombrables tranchées, des pieds abimés trop mal protégés par des chaussures usées, des ventres creusés par la faim parfois choisie parmi d'autres façons de lutter, des cuisses tatouées de bleus par les tirs de flash-ball et les dos par les coups de matraques, des toux chroniques dues à l'exposition quotidienne aux gaz lacrymogènes, des bras griffés par les ascensions dans les arbres ou les traversées rapides de ronces impénétrables, des cœurs gros comme ça par amour de la Terre et de la vie.

Une vie qui est là plus que nulle part ailleurs, parmi ceux qui luttent et expérimentent notre façon d'articuler l'individu et le collectif. Passer du « je » au « nous » sans se mettre à genoux, passer du nous au jeu sans



se voir nuageux. Transformer les mots liberté, égalité et fraternité en actes quotidiens, en les arrachant aux frontispices mensongers des monuments publics où ils pourrissent et servent de paravent à une organisation politique et sociale totalement inverse. Choisir la vie, loin des compromissions, collaborations et soumissions qui rongent les cervelles et sèment la résignation.

Sur la ZAD de Sivens, j'ai vu l'anarchie en actes et son intense capacité à rayonner, bien au-delà des convaincus, sans peur ni dédain vis-à-vis des autres formes d'opposition et de résistance. J'ai vu l'anarchie confiante en elle-même s'imposer simplement par l'exemple, en laissant de côté les conflits d'étiquettes et les cicatrices de l'Histoire. J'ai vu l'anarchie fraternelle accueillir celles et ceux qui venaient à elle en constituant la première ligne de front sans jamais s'opposer aux

formes voisines engagées dans la même lutte. Sur la ZAD de Sivens, seule l'expérience a parlé et elle a bien parlé. **Y.Y.**

1. <http://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com> et <http://www.collectif-testet.org>

2. Créé le 13 octobre 2013 à la Métairie neuve, l'un des lieux emblématiques de la ZAD.

3. <http://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com/2014/10/13/non-a-la-recuperation-dextremedroite-de-la-lutte-contre-le-barrage-de-sivens>.

4. Mais aussi des visages plus connus, comme ceux de Noël Godin, Raoul Vaneigem, Sergio Ghirardi, Jean-Henri Meunier ou encore Alessandro Di Giuseppe, venus soutenir la résistance durant les journées Grozad, rencontres festives et libertaires, en septembre dernier.

De la **lutte** essentielle et des conflits secondaires

1. Le lieu des conflits.

André Bernard

Pierre Sommermeyer

SIMONE WEIL ÉCRIVAIT en 1937 que «la lutte des classes, c'est, de tous les conflits qui opposent les groupements humains, le mieux fondé, le plus sérieux, on pourrait peut-être dire le seul sérieux». C'est le propos que rapporte Charles Jacquier dans *Le Monde libertaire*, n° 1741, du 15 au 21 mai 2014.

Pour nous, la problématique qui se pose par rapport au conflit, et surtout en ce qui concerne cette nouvelle manière d'affronter les pouvoirs qu'est la désobéissance civile, c'est de savoir s'il y a une façon plus particulièrement anarchiste et non-violente d'aborder cette question.

Car, pour la plupart des «désobéissants», il ne s'agit que d'élargir le champ des droits civiques sans tenir compte de l'existence de la lutte des classes; même, il leur importe peu qu'elle soit reconnue, ignorée, voire niée.

On peut se demander, aujourd'hui, qui parmi les partisans de l'action non-violente a encore en mémoire l'action de César Chavez qui affirmait :

«Nous ne sommes pas non-violents parce que nous voulons sauver notre âme. Nous sommes non-violents parce que nous voulons obtenir la justice sociale pour les ouvriers. Qu'importe aux pauvres que l'on construise d'étranges philosophies de non-violence si cela ne leur donne pas de pain.»

Lui et ses compagnons ouvriers agricoles californiens avaient lancé dans les années 1960 une formidable action de boycott des salades et des raisins qu'ils étaient payés pour cueillir.

D'un autre côté, ces dernières années, on a pu remarquer que, après avoir longtemps adoré le marxisme stalinien, un certain nombre d'universitaires avaient trouvé dans l'anarchisme un domaine non encore exploré par leurs soins. Si une partie d'entre eux s'est cantonnée à l'anarchisme historique, traditionnel, une autre partie s'est lancée dans une réflexion sur un anarchisme plus contemporain en surfant sur le concept de «postanarchisme». Et, pour être encore plus dans l'air du temps, d'autres viennent de manifester un intérêt tout nouveau pour la désobéissance civile.

Sans le savoir, ou du moins sans le dire, ils sont dans la droite ligne de l'essai rédigé par Hannah Arendt (*Écrits de New York et de Londres*, V) pour qui la fonction essentielle de la désobéissance civile est d'intervenir par d'autres moyens que l'électoratisme dans le jeu démocratique traditionnel, et ce à des fins d'avancée sociale.

Que la désobéissance civile soit un outil non négligeable dans la lutte contre la domination leur est, semble-t-il, plutôt indifférent, car ils sont convaincus que la démocratie représentative dans laquelle nous vivons est, sans contestation possible, le moins mauvais des systèmes de gouvernement; pour tout dire, une formule indépassable.

Ainsi s'en réfèrent-ils commodément, sans trop approfondir, à Henry David Thoreau, tout en négligeant le contexte historique de la société de l'époque où le poids de l'exploitation capitaliste ne se faisait pas sentir de la même façon qu'aujourd'hui.

Les conflits secondaires

Dans «Du conflit social» (*Réfractifs*, n° 32, printemps 2014), nous avons nommé la lutte des classes le conflit essentiel par rapport à des conflits jugés «secondaires»: les affrontements ethniques, les luttes de libération nationale, les guerres de religion ou les guerres nationales, les luttes antipatriarcales et de libération sexuelle, le combat écologique, l'antiracisme, etc. En effet, pour beaucoup de militants de la cause ouvrière, ces conflits masquent le conflit fondamental, celui qui pose le problème de la domination et de l'exploitation de tous les humains sans exception, conflit qui se définit à partir du mode de production capitaliste et qui doit conduire à la société sans classes; mais, pour l'atteindre, l'Histoire n'a pas encore montré quelle était la bonne voie à prendre.

Évidemment, quand nous disons «conflits secondaires», nous n'ignorons pas qu'ils sont féconds en carnages de toutes sortes et en destructions humaines abominables; nous vou-

lons simplement dire qu'ils ne changent rien, fondamentalement, à l'état des choses existant. Mais on peut en discuter...

C'est ce que fait Manuel Cervera-Marzal qui a beau jeu de nous reprendre en écrivant qu'il n'est «pas entièrement certain d'adhérer à l'idée que la lutte des classes [soit] le conflit essentiel». Il «ne pense pas que les oppressions racistes, patriarcales ou hétérosexuelles soient "secondaires" par rapport à la lutte capital/travail». Il estime plutôt qu'«il faut penser ces différentes oppressions comme des systèmes dynamiques et coextensifs, qui sont distincts mais se renforcent les uns et les autres, et dont on ne peut donner la priorité définitive à aucun d'entre eux».

Sans doute avons-nous, de par notre formation, de par notre vécu et notre implication physique dans le mouvement ouvrier, adhéré à une vision du monde assurément orientée. Et puis il est certain que l'idéologie marxiste nous a imprégnés plus que nous ne l'aurions voulu. Nous avons été lancés sur les rails de l'analyse marxiste de la société capitaliste confortés par un Bakounine du temps où il admirait Marx. Ainsi n'avons-nous pas su regarder de côté, ainsi notre esprit s'est-il construit de cette façon-là sans que nous remettions rien en question à une époque où certains faisaient de cette lutte des classes une quasi-religion quand d'autres l'érigeaient en épouvantail.

Si l'idée et la pratique de la lutte des classes demeurent vivantes dans le monde ouvrier, elles sont aussi présentes chez certains de nos adversaires. Un homme comme Warren Buffett, l'un des plus grands milliardaires de notre temps, déclarait à CNN, cité par le *New York Times* du 26 novembre 2006 : «Il y a une lutte des classes aux États-Unis, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène la lutte. Et nous sommes en train de gagner.»

Oui, pour nous, dans cette société-là, la lutte entre les classes sociales antagonistes reste une réalité indiscutable, basique, bien que ces classes soient de constitution différente et en nombre variable en fonction de la période historique et de la situation écono-



mique. Mais, pour autant, cette lutte est-elle le seul moteur de l'Histoire, est-elle la lutte essentielle ?

En restant schématique, et jusqu'à une période esclavagiste encore pas si lointaine, rappelons qu'au Moyen Âge la société se composait de trois «ordres» : ceux qui combattaient, ceux qui priaient et ceux qui travaillaient.

Puis, concomitamment à la naissance des villes, paraît une classe bourgeoise de marchands et d'artisans qui part à la conquête de son autonomie.

Puis, avec l'industrialisation, apparaissent le capitalisme et le prolétariat moderne.

Rappelons pour l'essentiel la position marxiste qui met l'accent sur la notion de «prolétariat», c'est-à-dire la classe sociale qui ne possède ni capital ni moyens de production et doit donc, pour survivre, avoir recours au seul travail salarié. En luttant, en se libérant de son oppression, de son exploitation, de son aliénation, ce prolétariat devait être le fer de lance libérateur de toutes les autres classes et de la société en son entier puis disparaître en tant que tel. Pour une majorité du courant marxiste, le prolétariat devait porter en lui l'avant-garde ouvrière organisée capable de construire le moyen politique indispensable pour s'emparer du pouvoir de l'État. Nous savons ce qu'il en advint.

L'impatience sociale

Ces dernières décennies, l'accent a été mis sur

d'autres formes de conflit qui n'avaient pas de rapport direct avec le mode de production capitaliste mais qui étaient suscitées par des révoltes individuelles ou plus ou moins collectives. Et leurs acteurs, parce qu'ils «ne pouvaient plus attendre», les ont jugées prioritaires et fondamentales. Disons cependant que, dans le passé, ces luttes «subalternes» n'ont pas été totalement à l'arrière-plan du combat et que, si elles pouvaient apparaître comme en dehors du processus de production capitaliste, nous pensons qu'aujourd'hui elles en font intrinsèquement partie, conséquence de la marchandisation totale de la société au niveau planétaire.

Partout donc, présentement, émergent des revendications dans les domaines les plus divers, mais qui semblent ne pas prendre en compte l'ensemble des données énoncées plus haut et, surtout, ne pas vouloir contester ce fameux mode de production capitaliste. Toutes ces actions, allant en quelque sorte au plus pressé, ne paraissent poser, à première vue, qu'indirectement le problème de fond et semblent vouloir ignorer la situation globale. Autrement dit, une urgence les aiguillonne.

Nous pouvons citer la longue lutte victorieuse contre l'apartheid en Afrique du Sud où les nouveaux gouvernants ont maintenant accaparé le pouvoir au détriment du reste de la population. La répression des grèves dans ce pays s'y révèle impitoyable, particulièrement dans ces mines qui en font la richesse principale. À Marikana, le 16 août 2012, 34 ouvriers ont été tués par la police.

Nous pouvons citer la conquête des droits civiques aux États-Unis pour s'apercevoir que ces droits acquis ont laissé intactes les revendications ouvrières.

En Inde, l'action non-violente s'est illustrée essentiellement dans le combat pour l'indépendance nationale bien que l'on puisse mentionner des actions de Gandhi plutôt proches du syndicalisme ouvrier. Aujourd'hui, dans ce pays, l'injustice sociale croît au fur et à mesure que croît l'importance de la classe sociale moyenne. La répression militaire et paramilitaire des mouvements de résistance à cette injustice ne cesse pas. Pour Arundathi Roy, activiste indienne non-violente, les dernières élections législatives en Inde ont amené au pouvoir un digne émule du totalitarisme fasciste.

Nous pouvons citer également l'action non-violente du Larzac qui avait de prime abord un côté antimilitariste dans sa lutte contre l'extension de terrains au profit de l'armée. De même, la non-violence très relative déployée à Notre-Dame-des-Landes est un combat contre ce que l'on nomme maintenant les «grands projets inutiles» auxquels s'ajoute la revendication du respect des zones humides, donc une prise en compte des problèmes environnementaux.

La précarisation

Après avoir constaté l'atomisation de cette fameuse classe ouvrière – qui aurait perdu jusqu'à la conscience d'elle-même –, nous sommes alors en droit de nous demander où

est le prolétaire d'aujourd'hui. Par contre, semble croître exponentiellement la classe moyenne; de près de 2 milliards d'individus en 2009, elle atteindrait 5 milliards en 2030. Comment décrire cette classe autrement qu'en calculant sa capacité à consommer? C'est-à-dire à être en harmonie avec le système marchand.

Pourtant, les indicateurs de la situation américaine montrent qu'elle est en voie de précarisation irrémédiable.

Dans son livre *Comme si nous étions déjà libres* (Lux éditeur), David Graeber décrit comment une partie de la classe moyenne américaine en devenir, à savoir les diplômés universitaires, est la proie du système bancaire qui a avancé à ces diplômés le prix de leurs études. Mais, une fois entrés dans la vie active, ils n'ont plus les moyens de rembourser leur emprunt et deviennent alors des endettés à vie. Situation qui permet aux entreprises de recouvrement de vivre à leurs crochets en faisant payer aux débiteurs les frais encourus qui peuvent comprendre à la fois les salaires et les assurances afférentes.

Dans un autre ouvrage – *Les riches font-ils le bonheur de tous?* – publié en 2014 chez Armand Colin, Zygmunt Bauman fait un état de statistiques concernant la distribution de la richesse dans le monde. Ce qu'il avance confirme le «Nous sommes les 99 %», slogan très en vogue aux États-Unis lors des actions des militants d'Occupy Wall Street. Dans son introduction, se référant à une étude de l'ONU, il écrit que, «en l'an 2000, 1 % des adultes les plus riches de la planète possédait 40 % de la richesse mondiale et que 10 % des plus riches en possédaient 85 %».

L'ONG Oxfam, de son côté, en janvier 2014, écrit dans «Confiscation politique et inégalités économiques» que «près de la moitié des richesses mondiales sont maintenant détenues par seulement 1 % de la population» et que «la moitié la moins riche de la population mondiale possède la même richesse que les 85 personnes les plus riches du monde». Il existe donc un petit 9 % de la population mondiale qui flotte entre les deux, ni très riche ni très pauvre. Comment qualifier le reste de la population?

Et, pour estimer qui sont les prolétaires d'aujourd'hui, va-t-il falloir préciser seulement qui sont les propriétaires des moyens de production?

Dans *L'Idéologie allemande*, Karl Marx décrivait le prolétaire comme une bête de somme que la concurrence transformait en objet, en article marchand, qui pouvait être chassé de sa position de simple force productive par des forces productives nouvelles plus puissantes que les anciennes. Plus d'un siècle et demi plus tard, cette analyse n'a rien perdu de sa pertinence, au contraire, et nombreux sont ceux que l'on ne considère plus comme des «ouvriers» mais qui travaillent cependant des journées entières en ne bénéficiant pour autant que de conditions extrêmes de survie et, pour quelques autres, d'un niveau de vie certes agréable, mais néanmoins précaire pour



la grande majorité. Pourtant, il ne suffit pas de savoir qui sont les propriétaires des moyens de production pour déclarer que tous les autres sont des prolétaires. Les détenteurs des moyens de décision sont sans aucun doute bien plus nombreux et tout aussi occupés à agrandir leur sphère de pouvoir en l'affublant, par exemple, du beau nom de service public. Et ces grands décideurs sont des salariés! Des salariés, pas des prolétaires, car, s'ils produisent de la valeur, leurs conditions de survie sont plus que confortables et assurées dans le temps.

Où est la classe ?

Le prolétaire serait-il donc celui qui est dépourvu à la fois de la propriété des moyens de production et du pouvoir de décision?

Ce n'est pas aussi simple; on osera se demander ce qu'est réellement le salaire; et quand on sait que, pour l'employeur, plus le salaire sera bas, mieux ce sera, on se demandera ce qu'il en est pour le cadre qui décide si le prix de sa force de travail doit être calculé de façon à être inférieur à la valeur produite. Eh bien, les décideurs salariés ne participent pas ou très peu de cette catégorie; mieux, par la bande, ils bénéficient de nombre d'avantages comme les stock-

options et autres participations par actions. La variété des salariés est donc innombrable – c'est l'immense majorité des gens qui travaillent – et toutes les catégories se côtoient. Cependant, qu'y a-t-il de commun entre une top-modèle et la femme de ménage qui gagne par jour mille fois moins que la première? Qu'y a-t-il de commun entre ceux qui ont un salaire régulier moyen et la catégorie des travailleurs pauvres, la «variable d'ajustement», qui procure au système capitaliste – toujours à la recherche perpétuelle d'une plus grande rentabilité – le profit maximal? Il y a également ceux que l'on classe dans la catégorie des précaires permanents qui sont aussi bien les artistes produisant de la culture au sens noble du mot que les «déchets» de la filière scolaire qui ne trouvent pas leur place dans la société.

Ces pauvres-là – qui ne sont pas des chômeurs –, par leurs demandes et revendications, sont une menace pour le confort de ceux qui, certes, ne gagnent déjà pas beaucoup plus mais qui bénéficient d'un salaire stable. Puis il y a ceux qui, chômeurs de longue durée, dans ce qui reste de la société de plein-emploi, perçoivent un revenu minimal dit «d'insertion».

P. S. et A. B.

À suivre...

Pourquoi le monde ignore-t-il les Kurdes révolutionnaires en Syrie ?

David Graeber

AU SEIN de la zone où se déroule la guerre de Syrie, une expérience démocratique est en train de se faire écraser par l'État islamique. Que le reste du monde n'en soit pas conscient est un scandale.

En 1937, mon père s'est porté volontaire pour combattre dans les Brigades internationales pour défendre la République espagnole. Une tentative de coup d'État fasciste avait été temporairement mise en échec par la révolte des ouvriers, dirigée par les anarchistes et les socialistes. Dans une grande partie de l'Espagne une véritable révolution sociale avait suivi, instaurant dans des villes entières une gestion de démocratie directe, mettant les industries sous contrôle des travailleurs et favorisant un renforcement radical du pouvoir des femmes.

Les révolutionnaires espagnols espéraient créer une société libre qui serait un exemple pour tout le monde. Au lieu de cela, les puissances mondiales ont décrété une politique de « non-intervention », elles ont maintenu un blocus rigoureux à l'encontre de la République, même après que Hitler et Mussolini, prétendument d'accord sur une non-intervention, ont commencé à engager des troupes et à fournir des armes pour renforcer le camp fasciste. Le résultat a été des années de guerre civile qui ont pris fin avec l'écrasement de la révolution et quelques-uns des plus sanglants massacres d'un siècle sanglant.

Je n'ai jamais imaginé que la même chose pouvait se reproduire dans ma propre vie. De toute évidence, aucun événement historique n'a jamais lieu deux fois. Il y a mille différences entre ce qui s'est passé en Espagne en 1936 et ce qui se passe aujourd'hui dans le Rojava, les trois provinces largement kurdes du nord de la Syrie. Mais les similitudes sont si frappantes et si pénibles que je sens qu'il m'incombe d'intervenir, comme quelqu'un qui a grandi dans une famille dont les convictions politiques étaient largement définies par la révolution espagnole, pour dire que nous ne pouvons pas laisser l'histoire finir de la même façon.

Autonomie dans le Rojava

La région autonome du Rojava, telle qu'elle existe aujourd'hui, est l'un des rares points lumineux – même très lumineux – issus de la tragédie de la révolution syrienne. Après avoir chassé les agents du régime d'Assad en 2011 et malgré l'hostilité de la quasi-totalité de ses voisins, le Rojava a non seulement maintenu son indépendance mais développe une expérience démocratique remarquable. Des assemblées populaires ont été créées comme organe absolu de prise de décisions, des conseils ont été choisis soigneusement en tenant compte de l'équilibre ethnique (dans chaque commune, par exemple, les trois responsables principaux doivent inclure un Kurde, un Arabe et un chrétien assyrien ou arménien, et au moins un des trois doit être une femme), il y a des conseils de femmes et de jeunes, et, en écho remarquable au mouvement Mujeres Libres (Femmes libres) d'Espagne, la milice YJA Star (l'Union des femmes libres, le « Star » fait ici référence à la déesse mésopotamienne Ishtar), une armée de femmes qui a effectué une grande partie des opérations de combat contre les forces de l'État islamique.

Comment cela peut-il se produire et rester encore presque entièrement ignoré par la communauté internationale, et même, en grande partie, par la gauche internationale ? Principalement, semble-t-il, parce que le parti révolutionnaire du Rojava, le PYD, travaille en alliance avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie, un mouvement de guérilla marxiste qui a été depuis les années 1970 engagé dans une longue guerre contre l'État turc. L'Otan, les États-Unis et l'UE l'ont classé officiellement comme organisation « terroriste ». Parallèlement, les gauchistes le rejettent largement comme stalinien.

Le nouveau visage du PKK

Mais, en fait, le même PKK n'a plus rien à voir avec l'ancien parti hiérarchique léniniste qu'il était jadis. Sa propre évolution interne et la conversion intellectuelle de son propre fondateur, Abdullah Öcalan, détenu



dans une île-prison turque depuis 1999, ont changé entièrement ses objectifs et ses tactiques.

Le PKK a même déclaré qu'il ne cherchait plus à créer un État kurde. Au lieu de cela, en partie inspiré par la vision de l'écologiste social et anarchiste Murray Bookchin, il a adopté la vision du «municipalisme libertaire», appelant les Kurdes à créer des communautés autogérées, libres, fondées sur les principes de la démocratie directe, qui s'uniraient en dépassant les frontières nationales – espérant ainsi qu'avec le temps ces frontières perdraient de plus en plus leur sens. Ainsi proposent-ils que la lutte kurde devienne un modèle pour un mouvement global vers une véritable démocratie, une économie coopérative et une dissolution progressive de l'État-nation bureaucratique.

Depuis 2005, le PKK, inspiré par la stratégie des rebelles zapatistes au Chiapas, a déclaré un cessez-le-feu unilatéral avec l'État turc et a commencé à concentrer ses efforts sur le développement de structures démocratiques dans les territoires qu'il contrôlait déjà. Certains ont mis en doute le sérieux de tout cela. Il est clair qu'il reste encore des éléments autoritaires. Mais ce qui s'est passé dans le Rojava, où la révolution syrienne a donné aux radicaux kurdes l'occasion de réaliser de telles expériences dans un grand territoire contigu, suggère que c'est autre chose qu'une façade. Conseils, assemblées et milices populaires ont été formés, la propriété du régime a été remise à des coopératives autogérées – et tout ça en dépit des attaques continues par les forces d'extrême droite de l'État islamique. Les résultats sont conformes à toute définition d'une révolution sociale. Au Moyen-Orient, au moins, ces efforts ont été remarqués: en particulier après que les forces du PKK et du Rojava sont intervenues pour lutter avec succès à travers le territoire de l'État islamique en Irak pour sauver des milliers de réfugiés yézidis piégés sur le mont Sinjar après que les peshmergas locaux ont fui le territoire. Ces actions ont été largement célébrées dans la région, mais n'ont recueilli presque aucun écho dans la presse européenne ou nord-américaine.

La révolution menacée

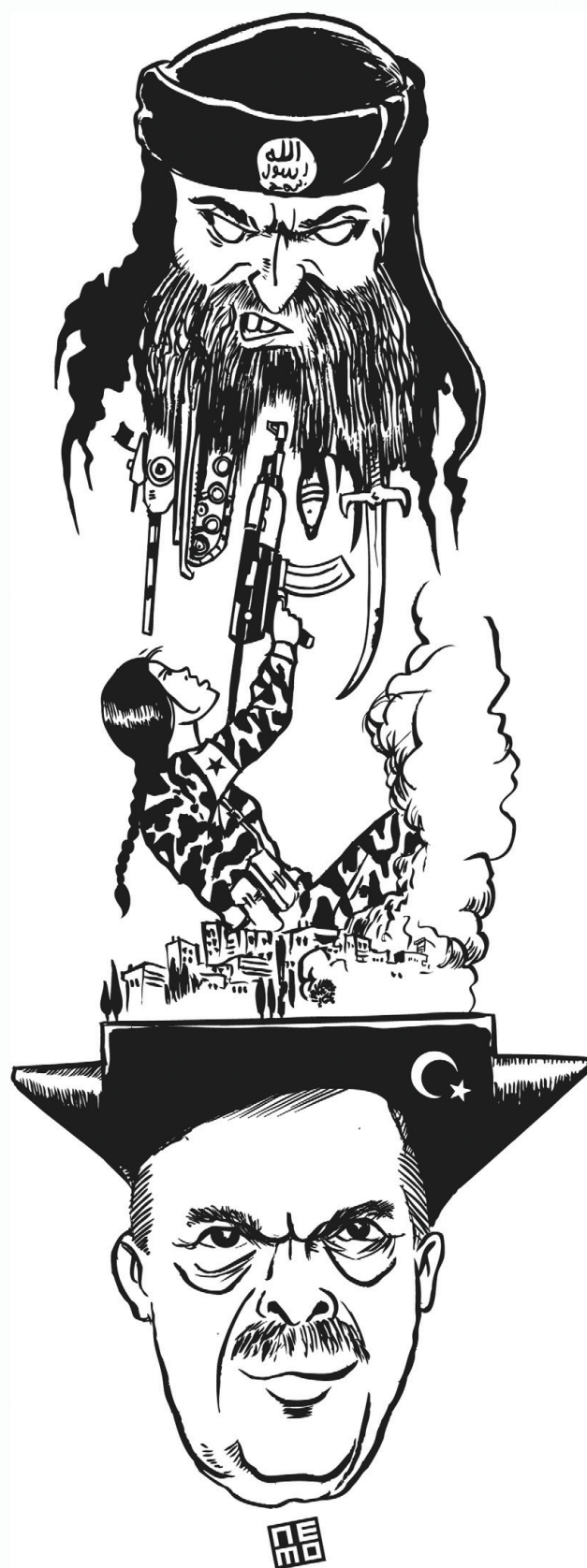
Maintenant, l'État islamique est de retour, avec des tanks de fabrication US et de l'artillerie lourde prise aux forces irakiennes, pour exercer leur vengeance contre un grand nombre de ces mêmes milices révolutionnaires à Kobané, déclarant leur intention de massacrer et de réduire en esclavage – oui, asservir littéralement – l'ensemble de la population civile. Pendant ce temps, l'armée turque se cantonne à la frontière et empêche les renforts et les munitions d'arriver aux défenseurs, pendant que les avions des États-Unis vrombissent, en frappant parfois des coups symboliques, des frappes ponctuelles

– juste pour être apparemment en mesure de dire qu'ils ne sont pas restés inactifs tandis qu'un groupe, contre qui ils prétendent être en guerre, écrase les défenseurs d'une des grandes expériences démocratiques dans le monde.

S'il existe un parallèle à faire aujourd'hui avec les prétendus dévots et meurtriers phalangistes de Franco, ce ne pourrait être qu'avec l'État islamique. S'il y a un parallèle

à faire avec les Mujeres Libres d'Espagne, ce ne pourrait être qu'avec les femmes courageuses qui défendent les barricades à Kobané. Est-ce que le monde et – cette fois-ci plus scandaleusement encore – la gauche internationale vont vraiment être complices en laissant l'histoire se répéter ? **D. G.**

Source : http://www.lavoiedujaguar.net/_David-Graeber



Et si c'était un commencement ?

André Bernard

Cercle libertaire Jean Barrué 33

IL EXISTE, ainsi que nous le reconnaissons dans un autre texte, des formes d'anarchisme extra muros, autrement dit en dehors des organisations libertaires classiques. Et c'est maintenant l'usage – quand, qui plus est, ces anarchistes-là sont jeunes – de nommer ces militants « postanarchistes » sans autres précisions, bien que l'on puisse discuter de cette affirmation. Ainsi pensons-nous que David Graeber, l'auteur américain de *Comme si nous étions déjà libres* (Lux éd.) entre, si l'on peut dire, dans cette catégorie. Son livre, qui décrit le déroulement des actions d'Occupy Wall Street en 2012 (et après), aborde avant tout la possibilité d'une démocratie réelle aux États-Unis. Car, selon Graeber, les États-Unis ne sont pas une démocratie; il ajoute que, pour l'essentiel, son livre « porte sur l'ouverture de l'imaginaire radical que le mouvement Occupy a permise ».

Imaginaire qui vivifierait une politique préfigurative, « idée selon laquelle la forme organisationnelle qu'adopte un groupe doit incarner le type de société qu'il veut créer ». Et nous nous trouvons alors devant le fonctionnement de groupements « horizontaux » opposés à la verticalité et à la hiérarchisation.

Lors d'une prise de parole improvisée sur les marches du Federal Hall, 26 Wall Street à New York, où la Déclaration des droits américains de 1789 fut signée, Graeber précise que le gouvernement américain est, dès l'origine, de type républicain plutôt que démocrate, appuyant son affirmation sur les propos de James Madison (1751-1836), quatrième président des États-Unis, qui écrivait :

« Dans une démocratie, le peuple s'assemble et exerce le pouvoir lui-même; dans une république, il s'assemble et l'administre par ses représentants et ses agents. Une démocratie en conséquence sera confinée dans un petit espace. Une république peut être étendue sur un grand pays. »

Grand pays aux frontières extensibles, c'est ce que ne manquent pas d'illustrer les États-Unis avec ses presque mille bases militaires ou assimilées de par le monde pour le contrôler et garantir ses intérêts économiques. Mais nous savons que les empires, comme les civilisations, sont périssables – grignotés par des forces plus ou moins obscures – et qu'à un certain moment ils s'effondrent comme ce Reich qui devait durer mille ans ou comme l'URSS qui implosa et qui ne dura que le temps d'une vie d'être humain.

Il est à remarquer que, depuis la naissance de cette république américaine, les hommes qui comme Washington l'ont créée l'ont fait avec la volonté de fonder un « système visant à écarter et maîtriser les dangers de la démocratie ».

Les dernières élections pour la présidence qui virent la victoire d'Obama ne montrent pas autre chose quand on sait que pour être élus les deux candidats ont fait la course à l'argent auprès des milliardaires, des groupes de pression et autres lobbies pour le financement de leur campagne. Et on gardera en mémoire qu'il faut seulement 25 % d'Américains vivant dans quelques États clés pour emporter la décision.

Pour Graeber, un aperçu d'une démocratie digne de ce nom a pointé son nez quand avec le mouvement Occupy « des centaines de véritables tribunes politiques » se sont exprimées sur leurs inquiétudes et leurs problèmes réels. Mieux, même, ces jeunes gens indignés ont demandé « explicitement à la classe politique qu'on reconstruise le système politique à neuf et appellent (c'est le cas de certains d'entre eux) non pas à une réforme du capitalisme, mais à son démantèlement pur et simple ».

La démocratie ne doit donc pas se limiter à faire élire des politiciens qui formeront le prochain gouvernement, « gouvernement [qui] n'est aujourd'hui guère mieux qu'un système de corruption institutionnalisé, qui peut vous emprisonner pour le simple fait de l'avoir affirmé ».

Par exemple : « En 2009, la Bank of America a réalisé des profits de 4,4 milliards de dollars, n'a payé aucun impôt et a tout de même obtenu 1,9 milliard de dollars en crédits d'impôt. Elle a également investi quelque 4 millions de dollars en lobbying, qui sont allés directement dans les poches de ceux qui avaient rédigé le code des impôts pour qu'une telle chose soit possible. »

Mais il s'agira, surtout, d'aller plus loin que la simple volonté de vouloir faire payer aux plus riches les impôts qu'ils doivent; il s'agira, à partir d'une pratique de lutte contre le capitalisme financier, d'élaborer différentes manières de prendre démocratiquement des décisions et de radicaliser cette pratique. Et Graeber ne craint pas de passer de ce qu'il nomme la naissance de la « démocratie » à l'« anarchisme » tout en approfondissant le sens de ces mots.

Il note qu'aux États-Unis, d'une façon générale, il y a – nous le répétons – une col-

lusion entre le gouvernement et les institutions financières avec pour intention principale de « tenir » le peuple; et un des moyens de pression sera l'endettement dans lequel les citoyens s'enfoncent toujours plus. Ainsi un Américain sur sept est-il poursuivi par les agences de recouvrement; en particulier, les jeunes gens des classes moyennes qui se sont endettés pour leurs études n'auront pas le temps de toute une vie pour rembourser leurs emprunts. Or ce sont principalement ces jeunes qui ont pris conscience du problème et que l'on a retrouvés parmi les contestataires d'Occupy Wall Street; jeunes qui dénoncent tout à la fois le pouvoir de l'argent et l'argent du pouvoir; le pouvoir du 1 % sur les 99 %.

Si Graeber reconnaît que l'action entreprise s'ouvre sur un « travail de longue haleine », il semble, pour lui, que nous nous trouvons à un commencement, devant « l'éclosion possible d'un mouvement révolutionnaire » qui, comme tout mouvement révolutionnaire, prendra l'heure venue tout le monde par surprise. Et il commente le fait que ceux qui préparent les révolutions, pour la plupart, ne croient pas pour autant qu'elles puissent arriver. Or une chose s'est produite : la naissance d'« un mouvement de masse fondé sur la démocratie directe » en situation : « Le fait de voir un groupe de 1000 ou 2000 individus prendre des décisions collectivement, sans structure hiérarchique, et uniquement motivé par des principes et la solidarité, peut changer notre conception fondamentale de ce à quoi pourrait ressembler la politique, ou même la vie humaine. »

Si, aux États-Unis, le capitalisme a évolué, de même la composition des exploités n'est plus ce qu'elle était, « la frontière entre étudiants et travailleurs s'est quelque peu embrouillée », « la composition de la classe ouvrière est devenue hétéroclite » et un syndicat comme le TWU (Transport Workers Union Local) a apporté un soutien sérieux à Occupy.

Un autre aspect à signaler, et que nous qualifions de libertaire – et on pourrait faire le rapprochement avec l'idée du « retrait » préconisée par Landauer –, c'est le refus de traiter avec les institutions politiques, le refus de contribuer au système et d'y entrer de quelque façon que ce soit. Il s'agit de construire une démocratie au sens fort du mot; et, sans doute aucun, ce mouvement y a réussi « grâce » à une présence anarchiste avérée.



La vague d'Occupy ne s'est pas arrêtée à New York; elle a touché, avec plus ou moins de force, 800 autres villes américaines. Il en fut de même de la vague des printemps arabes. Et ceux qui pensent que le monde se transformera en un clin d'œil et qui se plaisent à dire que toutes ces actions ont maintenant échoué, actions des indignés d'Occupy, actions des jeunes révoltés du Maghreb et d'ailleurs, c'est parce qu'ils estiment quantité négligeable les centaines de milliers de jeunes gens qui ont maintenant fait l'expérience de l'action collective, de la démocratie directe et de la solidarité. « Il est alors presque impossible de revenir en arrière et de voir les choses comme avant », nous dit Graeber, les bases ont été jetées d'une culture réellement démocratique: « Le mouvement Occupy [a permis] une renaissance de l'imaginaire révolutionnaire que les idées reçues ont depuis longtemps déclaré mort. »

La preuve d'une certaine efficacité de ces actions, c'est la CIA (Central Intelligence Agency) qui le montre – elle qui dans les années 1960-1970, après avoir étudié les fonctionnements des guérillas, tenta d'en constituer au Nicaragua avec les « contras » – et qui, il y a peu, s'est mise à étudier les actions de désobéissance non-violente. Ainsi en vint-elle, afin de déstabiliser certains pays anciennement communistes, à apporter son aide à des groupes comme à Otpor (Résistance) en Serbie.

Graeber écrit que les indignés de Wall Street ont évité « soigneusement la violence » et qu'ils ont recouru « à la désobéissance civile, comme en témoigne le célèbre blocage du pont de Brooklyn le 2 octobre [2011] » qui donna lieu à

700 arrestations. Également, Graeber s'étonne et s'interroge sur le relatif succès d'Occupy auprès des divers moyens d'information; pour lui, « Occupy Wall Street constitue peut-être la première victoire des tactiques non-violentes en Amérique, qui dépendent d'une certaine sympathie des médias pour réussir ». En effet, il faut savoir que, depuis les années 1950, toutes les actions à caractère non-violent ont été boycottées par les grands médias américains et que les violences de la police contre les non-violents sont largement acceptées; il cite en particulier ces activistes qui voulaient protéger les forêts anciennes contre les entreprises de pillage et de dévastation et qui échouèrent devant l'extrême violence de la police.

Pour autant, les militants d'Occupy adoptèrent « l'approche gandhienne », mais en s'appuyant sur les « médias sociaux », sur l'horizontalité de la Toile, sur les caméras des téléphones portables, sur You Tube, etc. Ainsi l'image de Tony Bologna, un flic en train d'asperger de gaz chimique deux jeunes femmes coincées derrière des barricades, fit-elle instantanément son apparition sur tous les petits et grands écrans à l'échelle internationale. Citons encore, pour son intérêt, cette cinquantaine d'intellectuels dissidents chinois qui dirent leur solidarité à Occupy lors de l'occupation du pont de Brooklyn. Si la presse américaine ne voulut rien voir et fit silence, ce ne fut donc pas le cas de la presse internationale, en particulier d'Al Jazeera et de quelques autres, qui ne cherchèrent pas « à ignorer, à discréditer ou à diaboliser les manifestants ». Par la suite, les médias américains, qui restaient seuls à se taire, firent enfin écho aux

actions d'Occupy, ne serait-ce, semble-t-il, que pour contrebalancer le matraquage d'informations sur le Tea Party.

Occupy fut-il un succès dans sa réalisation? « Oui, il y a eu un bref instant où la formule gandhienne (délégitimer le pouvoir en maintenant un pacifisme scrupuleux, puis en permettant au monde de voir à quel point l'État allait continuer à réagir de façon aussi brutale) a semblé fonctionner. Mais ce fut bref. »

En effet, très rapidement tous les lieux occupés furent évacués par une police en très grand nombre et militarisée qui entreprit de détruire maisons, cuisines, cliniques et bibliothèques.

Échec? En apparence car, très rapidement, le mouvement a repris pied dans un environnement certes plutôt défavorable et, dans la foulée, des assemblées de discussion ont été organisées sur des thèmes variés; c'est le problème de la dette qui a eu le plus de succès.

S'il est difficile d'imaginer – dans la durée d'une seule année et aux États-Unis – qu'un changement social d'importance puisse parvenir à s'installer durablement et profondément, Occupy aura cependant réussi à faire prendre conscience à la grande majorité des gens que le pouvoir des 1 à 3 % n'était que l'association de la finance et du gouvernement.

Nous resterons attentifs à la suite car, comme l'écrit Walter Benjamin: « Rien de ce qui s'est un jour produit ne doit en effet être considéré comme perdu pour l'histoire. »

En bien et en mal!

A. B.

Marcel Duchamp, l'anartiste

LE MUSÉE BEAUBOURG à Paris organise une expo : «Duchamp, la peinture même» jusqu'au 5 janvier 2015. Alors Duchamp l'inclassable, éternel indépendant récupéré par les galeristes, tripatouilleurs du marché de l'art et autres commissaires d'exposition... Pas sûr, car sa démarche se situe «en dehors» du business marchand, toujours en fidèle dadaïste jusqu'au bout de son non-engagement comme artiste patenté et estampillé. Il est un anartiste, un non-artiste ou un artiste anar... Né en 1887 en Normandie dans une famille bourgeoise (son père est un notaire, mais aux idées généreuses) il aura deux frères, artistes comme lui : Jacques Villon, peintre, et Raymond Duchamp Villon, sculpteur.

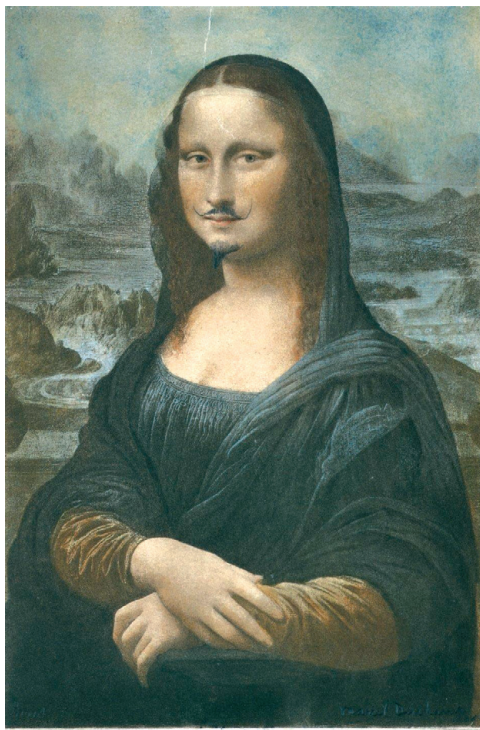
À la suite de ses frères et chez eux il mènera une vie de bohème à Montmartre et sera même dessinateur pour revues humoristiques. Il apprendra la gravure et l'imprimerie dans l'atelier de son grand-père. Passionné d'échecs, sa vie sera une immense partie avec le hasard et contre le conformisme. Il disait : «Tous les artistes ne savent pas jouer aux échecs, mais tous les joueurs d'échecs sont des artistes.»

Il décide de ne pas faire d'études et rate son entrée aux Beaux-Arts. Qu'importe, il devient peintre et il sera d'abord attiré par l'impressionnisme de Monet et rapidement par le fauvisme inspiré par Matisse, puis influencé par Cézanne et finalement vers 1911 par le cubisme. Il traversera tous ses ismes en météore mais en virtuose, remettant à chaque fois l'académisme du mouvement en question. Il dynamite le cubisme en désarticulant sa systématisation, car ce n'était au début qu'une expérimentation picturale.

Ses propres frères demandent qu'il retire sa toile «Nu descendant un escalier 2» du Salon des indépendants à Paris. Elle fera scandale à New York et le fera connaître. Il y avait introduit un mouvement qui était un détournement du cubisme primitif. Apollinaire disait qu'«il allait réconcilier l'Art et le peuple». Rien n'est moins sûr ! Car sa démarche est individualiste. C'était un inoxydable iconoclaste grand lecteur de Max Stirner et de Nietzsche, de Mallarmé et de Rimbaud. Il était passionné par les maths, la philosophie et la poésie.

Il récidive avec une toile appelée «Mariée II» qu'on qualifie «d'explosion dans une fabrique de tuiles». Il s'attaque aux normes et refuse de se soumettre à leur diktat. André Breton dira de lui : «C'est l'homme le plus intelligent du monde.»

Il fera parfois un bout de chemin avec les



L.H.O.O.Q., de Marcel Duchamp, 1919.

surréalistes, mais il n'aimera pas leur marxisme. Il détestait les dogmes. C'était un agitateur, un provocateur mais d'une manière fort zen. Il révolutionnera la vision de l'art avec ses ready-mades, ces créations qui l'amusaient... Duchamp aimait jouer. Le plus connu de ses «objets déjà faits» est le célèbre pissoir baptisé : «Fontaine» et qui est un urinoir qui provoqua un immense scandale au début. Le fait de le choisir et de le signer change l'objet de sa fonction première et en même temps sa présence insolite interroge le regardeur, le spectateur. L'objet choisi n'est pas une œuvre d'art mais un choix mental, le mercantilisme des musées provoqua sa duplication.

Spectaculaire marchand des expositions spectacles oblige. De même qu'il rapportera une bouteille vide à ses amis de New York avec une étiquette collée dessus : «Air de Paris». Sa vie se passera à faire la navette entre les USA et la France, pour se ressourcer, pour éviter les guerres ou le patriotisme furieux. Il était pacifiste. Ce dandy avait aussi horreur des répétitions dans le quotidien. Bien qu'il côtoyât des personnalités célèbres, il ne roulait pas sur l'or.

En 1921 il décide de changer de sexe et d'identité et se fait appeler Rose Sélavy (Eros c'est la vie) et pose pour l'objectif de Man Ray. Il rend La Joconde féministe et libérée en lui collant moustache et bouc sur

une reproduction et en y ajoutant une légende : L.H.O.O.Q. (elle a chaud au cul). Encore un détournement... d'œuvre d'art ! Il sera fasciné par l'érotisme et le corps féminin. Il inventera un tas d'objets insolites et fera aussi du cinéma et jouera dans *Entracte* de René Clair avec Picabia (son ami), musique d'Erik Satie. Il créera des disques de contrepèterie pour son Anemic cinéma. «Esquivons les ecchymoses des esquimaux aux mots exquis». Depuis 1923 il décide de ne plus être un artiste peintre. Et pourtant il ne cessera jamais de créer. Il travaillera fort peu (appliquant avant la lettre le «Ne travaillez jamais» de l'Internationale situationniste), sauf sur lui-même et il sera en perpétuelle évolution, avant-gardiste de talent influençant maints artistes par sa grande communication d'un nouveau langage. C'est un des pères de l'art moderne, contemporain et conceptuel. Il disait : «L'art est une escroquerie, un mirage.»

D'aucuns l'ont traité de fumiste, de branleur et ont qualifié ses fameux ready-mades d'articles de quincaillerie paresseuse. Je pense que sa provocation causait beaucoup d'interrogations et c'est le rôle de l'art de déranger. À sa mort on découvrit son grand œuvre dit le «Grand Verre» ou «La mariée mise à nue par ses célibataires, même». Il était inachevé, puis fut cassé et restauré par Duchamp lui-même. Il avait un sens aigu des titres évocateurs et beaucoup d'humour.

Pour ma part j'y vois une démarche proche des artistes de la Renaissance, pétri de spiritualité et d'alchimie, une Notre-Dame des désirs. L'expo est très complète, elle montre la chronologie de ses tableaux en parallèle avec les artistes qui l'ont influencé. Elle présente même ses œuvres-valises et son musée portatif. Il aura mené une vie de libertaire individualiste qui aura su faire de sa vie une œuvre d'art et aura libéré l'artiste du mécénat. Marcel Duchamp aura été un ready-made vivant, un sourire intérieur. Je terminerai sur le film d'Andy Warhol qui immortalise un Duchamp muet mais qui nous cligne de l'œil et semble vouloir nous avertir : «Vive l'individu et à bas les fourmilières étouffantes !» Duchamp meurt à Paris en 1968. Toujours novateur et cynique, il fait inscrire comme épitaphe sur sa tombe en Normandie : «Et d'ailleurs c'est toujours les autres qui meurent.» Allez voir l'anartiste. «Duchamp la peinture, même» et si c'était la peinture m'aime...

Patricio Salcedo

Groupe Anartiste de la Fédération anarchiste

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 23 octobre

15:00 > 16:30 **Bibliomanie**. Stéphane Mahieu pour *La Bibliothèque invisible. Catalogue des livres imaginaires*.

Vendredi 24 octobre

14:30 > 16:00 **Les Oreilles libres**. Fin de l'entretien avec Philippe Blanchard autour de Luigi Russolo.

Samedi 25 octobre

17:00 > 19:00 **Bulles noires**. Romain Slocombe viendra décrypter avec nous son dernier roman *Avis de mon exécuter*.

Lundi 27 octobre

16:00 > 18:00 **Trous noirs**. Gil Rabier et Claude-Julie Parisot, réalisateurs du documentaire *Fukushima, des particules et des hommes*.

18:00 > 19:30 **Sciences en liberté**. À regarder de plus près comment se sont édifiés les organismes vivants.

Mardi 28 octobre

18:00 > 19:30 **Pas de quartiers**. Une maman et son fils de nos amis immergés au fin fond de l'Alaska.

Mercredi 29 octobre

10:30 > 12:00 **Blues en liberté**. Willie Dixon, bassiste et arrangeur talentueux.

18:30 > 20:30 **Femmes libres**. Une des réalisatrices du documentaire *Travailleuses...* nous présente ce film.

La femme du soldat inconnu

LA FEMME DU SOLDAT INCONNU de Laurence Biberfeld fait magnifiquement écho au livre *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir.

Là s'arrête la comparaison, mais elle est de taille.

Nous voici donc en 2014, Laurence Biberfeld écrit : « Je ne suis pas féministe, disent tant de femmes en se signant. Puis elles partent pour le boulot sans l'autorisation de leur époux, gagnent un argent qu'elles ne sont pas obligées de lui verser, prennent la pilule le soir avant de faire l'amour avec un homme qu'elles n'ont pas épousé et qui n'est ni le premier ni le dernier, votent si bon leur semble, dans l'oubli bienheureux de toutes les viragos féministes qui ont rendu toutes ces choses possibles. »

On peut donc considérer que les « viragos » dont parle Laurence Biberfeld ont fait le plus gros du boulot dans les luttes, les souffrances et même la mort.

Et pourtant, comme on le sait, les mentalités changent extrêmement lentement, du boulot il en reste à faire et de taille !

« Les femmes sont des objets décoratifs, les hommes sont des humains... continue Laurence Biberfeld, on fait de la beauté des femmes un point focal, tandis que celle des hommes est un détail, un luxe... »

Les femmes, au fil des siècles, ont par la lutte sous toutes ses formes obtenu en 2014 « presque » les mêmes droits que les hommes... dans les textes de lois.

Quant à leur application, c'est le jour et la nuit.

« Le moins que l'on puisse dire du féminisme, c'est qu'il est sujet à polémiques. L'égalité n'est certes pas un fait acquis, encore moins une idée admise. »

« Il y a plus inconnu que le soldat inconnu : sa femme », scandaient les féministes en 1970.

Avec son style percutant, imagé, engagé, *La Femme du soldat inconnu* de Laurence Biberfeld serait à mettre en tête de la sempiternelle « rentrée littéraire ».

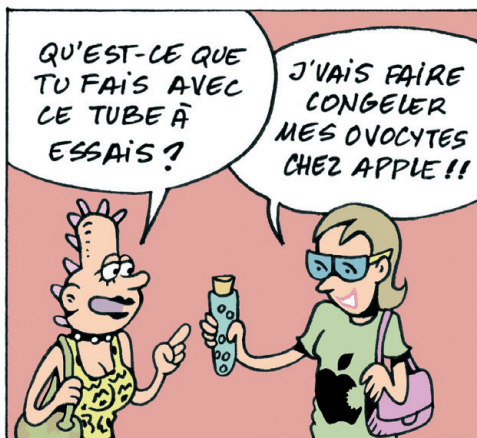
Ce serait tout à l'honneur des journalistes qui auraient l'occasion toute trouvée de se démarquer des Nouveaux Chiens de garde.

Laurence Warot
Éditions libertaires



Laurence Biberfeld, *La Femme du soldat inconnu*, Éditions libertaires, 160 pages, 12 euros. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Jusqu'au 24 octobre

Paris XI^e

Exposition sur la Commune de Paris. Tout le monde en a entendu parler. Beaucoup connaissent son histoire bien qu'elle ne figure pas dans les manuels scolaires. Éric Savignac et Dominique Guérin ont cherché dans les poussières du Second empire l'origine de cet épisode improbable d'un Paris libre et autogéré. Vingt planches, des textes, un album. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Vendredi 24 octobre

Paris XI^e

19h30. Soirée vidéo et discussion. Politique et handicap. Quand les corps gueulent et revendiquent ! Projection du film *Bon pied, bon œil et toute sa tête* réalisé en 1978 par Gérard Leblanc et le groupe Cinéthique. *Bon Pied, bon œil et toute sa tête* analyse les handicaps dans l'histoire de leurs représentations et de leur contexte social et politique. Fondé autour de mai 1968, en même temps que le groupe Dziga Vertov, Cinéthique mêlait cinéma expérimental et engagement militant à travers sa revue et ses films. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 25 octobre

Paris XI^e

17h30. Rencontre autour de concerts acoustiques. Frédérique chante Gaston Couté et Pierre Mac Orlan. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Vendredi 31 octobre

Paris XI^e

19h30. Soirée vidéo et discussion. Projection du documentaire *Copier n'est pas volé*. Réalisé par l'association Coagul, il s'attache à démontrer que le partage à l'ère du numérique participe à l'enrichissement culturel de chacun. Tout au long du documentaire, différentes personnalités se succèdent pour partager leurs opinions sur le partage, la copie, le droit d'auteur ou encore les licences libres... Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Lundi 27 octobre

Lorient (56)

20 heures. L'histoire fabuleuse du punk... politisé, du DIY (Do it yourself) dans le punk, tendance libertaire, avec Clive (ex)-squatteur grenoblois, auteur de la brochure + CD *Ramasser ses miettes ; le punk pour les nuls*, suivie d'une boum punk. Entrée libre. Bar le Galion.

Mercredi 29 octobre

Paris XI^e

19 heures. Rencontre et débat avec J. Wajnztejn pour son livre *Rapport à la nature, sexe, genre et capitalisme* (Éditions Acratie). Comment est-on passé de mouvements généraux d'émancipation (des prolétaires, des femmes) à des individus et groupes non dénués d'influence qui revendiquent des droits particuliers ? Comment est-on passé du macro-désir de révolution aux micro-révolutions du désir ? Comment est-on passé d'analyses en termes de généricité (« l'Internationale sera le genre humain ») à celles en termes de genres ? Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Vendredi 14 novembre

Paris XI^e

19 heures. Rencontre et débat avec Gaetano Manfredonia pour l'ouvrage *Histoire mondiale de l'anarchie* (Éditions Textuel et Arte). De la Russie au Japon en passant par l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Argentine, Israël ou l'Égypte et bien d'autres pays encore, Gaetano Manfredonia présente ici une fresque de l'anarchie en une centaine de séquences, de 1789 à nos jours.

Les 17 et 18 novembre

Paris XX^e

20 heures. Sergé Utgé-Royo invite des artistes à le rejoindre. Vingtième Théâtre, 7, rue des Platrières.

Les 22 et 23 novembre

Lyon (69)

4^e Salon des éditions libertaires. Le Centre de documentation libertaire, la librairie libertaire La Gryffe et les Amis de La Gryffe. 0478610225 (du lundi au samedi de 14 heures à 19 heures). 5, rue Sébastien-Gryphe. salonzedlib@lagryffe.net



PUTAIN DE GUERRE !

Samedi 8 novembre 2014 à 21H00

33 rue des Vignoles 75020 Paris

(M° Buzenval - Ligne 9) Entrée Libre et gratuite



**Le Syndicat Unifié du Bâtiment
Confédération Nationale du Travail (CNT-f)
vous convie à une représentation exceptionnelle
du spectacle de DOMINIQUE GRANGE et TARDI**

Composé de chansons, de lectures et d'une projection d'œuvres de TARDI, dont des dessins inédits réalisés pour le spectacle. Dominique Grange chante ses propres textes, ainsi que des textes de Montéhus, Sébastien Faure, Boris Vian... et aussi ceux de combattants anonymes comme "La Chanson de Craonne" ou "Gorizia". Tardi dit des textes résolument antimilitaristes et antipatriotiques, extraits des Tomes 1 et 2 de son album « Putain de guerre ! », réalisé avec l'historien Jean-Pierre Verney (C° Casterman).

Ses dessins sont projetés sur un grand écran et plongent les spectateurs dans une évocation puissante de la « Der des Ders ».

www.putaindeguerre.com

Accompagnés par Raphaël Maillet (Violon, mandoline) et Michaël Bidault (Accordéon diatonique), du groupe Accordzêâm
Montage/Projection images: Antoine Sirven